

Les routes Montées des Usines aux Riaux : enjeux d'espace public et actions du CIQ

BAVA Emilie & BATTISTA Emma (EB²)

Licence 3 Géographie et Aménagement
du territoire

UE : Atelier d'analyse
géographique et cartographique

Version éditée par Claire Bénit-
Gbaffou : 19 juin 2020



Figure 1: Cité Kuhlmann, Les Riaux.

Bava Emilie, Battista Emma (EB²), 01/2020

Photo prise lors d'une sortie de terrain en présence de Dominique Zussy, président du CIQ des Riaux. On y aperçoit l'entrée de la citée Kuhlmann en haut, et la route menant au quartier des Riaux en bas, une branche de la « Montée des Usines ». La différence de statut juridique explique la différence d'entretien de la route. Celle qui descend (à droite sur la photo) est publique et a été refaite, celle qui monte (à gauche) est privée et n'a pas été refaite.

Le rocher situé à l'entrée de la citée indique « Propriété privée défense d'entrer ». Un peu plus loin, un autre panneau réitère l'indication. Cette citée est une copropriété privée, son accès est restreint à ses habitants.

Sur cette photo se côtoient deux espaces et deux routes à juridictions et logiques différentes. Les exemples tels que celui-ci sont courants dans ce quartier.

Remerciements

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont contribué au succès de notre dossier et qui nous ont aidées lors de la rédaction de ce rapport.

Tout d'abord, nous adressons nos plus chaleureux remerciements à notre professeure, Mme Claire BENIT-GBAFFOU de l'Université d'Aix-Marseille, qui nous a orientées sur ce sujet grâce à ses recherches faites en amont de cet UE, et qui nous a accompagnées et soutenues tout au long de cette étude, du début jusqu'à sa finalisation, et même au-delà !

Nous tenons à remercier vivement le Président du CIQ des Riaux, M Dominique Zussy, pour son apport de connaissances très riche à propos du quartier, et des actions qu'il mène avec le CIQ. Nous le remercions pour sa passion et sa patience, et également pour nous avoir permis de rencontrer des habitantes du quartier.

Nous remercions également Mme Marie-Blanche Chamoulaud, présidente de la Fédération des CIQ du 16^{ème} arrondissement, qui a offert à Émilie et notre enseignante une balade commentée de l'Estaque et des Riaux, et du massif de la Nerthe : un apport, une ouverture, une respiration pour notre travail.

Enfin, nous tenions à remercier les habitantes, Josette, Claude (dont nous ne savons malheureusement pas les noms propres) et Sophie Etienne (de l'association Didac'Ressources), membres du CIQ des Riaux, qui nous ont accordé leur temps pour nous faire le récit de leurs expériences du quartier, et des actions qu'elles ont pu mener au sein de celui-ci.

Ce dossier a été réalisé dans le cadre du module « Atelier de Géographie et de Cartographie », coordonnée par Claire Bénit-Gbaffou, pour la Licence 3 de Géographie Aménagement à Aix Marseille Université.

Il s'agissait d'une initiation au travail de terrain pour les étudiants en géographie. Le résultat de ce travail est présenté ici, après avoir fait l'objet d'un travail d'édition de la part de leur enseignante, en dialogue avec les acteurs locaux concernés. Qu'ils soient à nouveau remerciés de leur implication dans la finalisation de ce document ! Un remerciement particulier à Sophie Etienne, de l'Association Didac' Ressources, pour son implication pour éditer et compléter ce document.

Claire Bénit-Gbaffou, juin 2020.

Table des matières

Remerciements	3
Introduction	5
Le site – Un quartier marqué par l’activité industrielle	5
L’objet du dossier : la rue, espace public, espace privé ?	8
Le contexte de ce rapport – l’Atelier de géographie et de cartographie à l’Université	10
La méthodologie de notre recherche	12
Une brève analyse des acteurs sur le terrain	17
Une restitution aux habitants manquée pour cause de crise sanitaire	18
I. Les Montées des Usines : des routes partagées	19
a. Comprendre l’organisation de l’espace du versant de la Nerthe aux Riaux	19
b. Complexifier la compréhension du paysage avec la carte cadastrale	22
c. Notre carte synthétique	26
d. La cartographie comme pratique et comme enjeu du quartier	28
e. Remarque conclusive	33
II. Problèmes de la rue et actions du CIQ sur l’espace public de la rue	35
a. Les enjeux de la clarification du nom des rues et de l’adressage	36
b. L’entretien des rues : lutte contre les dépôts d’ordures sauvages	40
c. L’enjeu de la viabilisation	43
d. Remarques conclusives	47
III- Le quartier des Riaux, entre diversité sociale et actions solidaires	49
a. Les différentes visions du quartier	49
b. Des mobilisations qui peinent à inclure la population dans sa diversité	51
Conclusion	57
Table des illustrations	59
Bibliographie	60
Références	60
Sources et ressources	61

Introduction

Le quartier des Riaux se situe dans le 16^{ème} arrondissement de Marseille, au Nord de la ville, dans le quartier de l'Estaque, sur le versant sud-est du massif de la Nerthe. Ce massif est composé d'un ensemble de collines boisées, orienté est-ouest, dominant la mer de l'Estaque à Carry. On remarque que la partie où est localisé le quartier des Riaux, est en partie défriché, occupé par des friches industrielles visibles sur l'image aérienne.

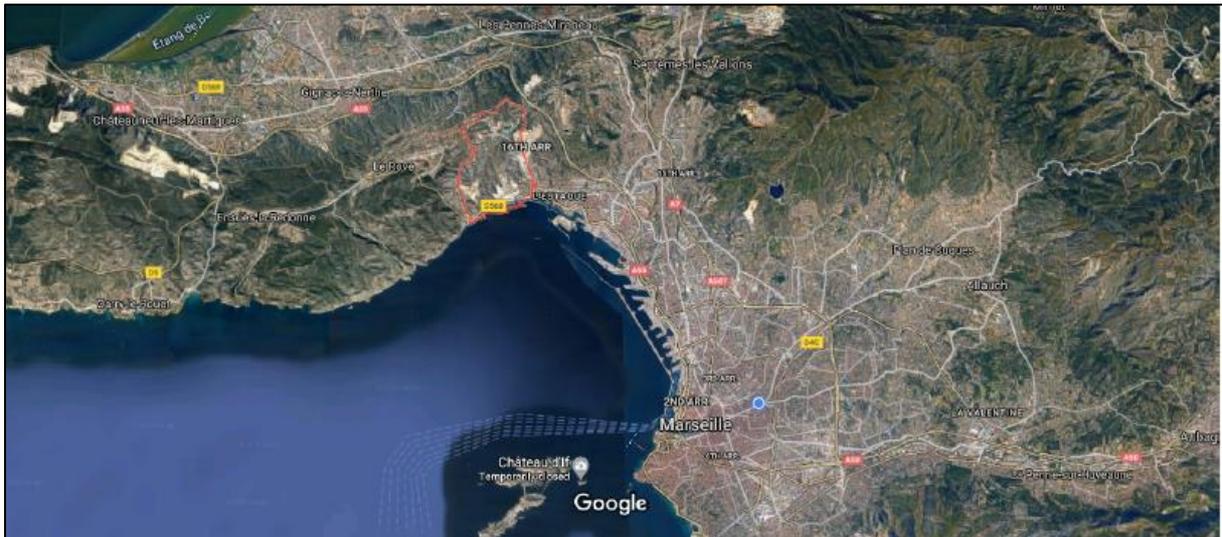


Figure 2 – Localisation du quartier des Riaux à Marseille

Source : Google 2020.

Cette partie du massif est un ancien site industriel exploité car il possède de multiples ressources comme de l'argile (pour les tuiles) et du calcaire (pour la chaux). Il a ainsi porté le développement de nombreuses carrières, et de compagnies du bâtiment (La Coloniale, Lafarge, Chagneaud) dont certaines sont toujours en activité aujourd'hui. Le massif débouche en outre sur le littoral, et est desservi par voie ferrée, ce qui a permis la circulation de produits industriels et manufacturés. Il est enfin traversé par l'autoroute A55, et l'aménagement d'un échangeur autour du Jas du Bouffan y est en discussion.

Le site – Un quartier marqué par l'activité industrielle

L'histoire industrielle de ce site a commencé en 1840, lorsque Napoléon III fait don du site à un grand d'Espagne, lequel y implante une usine de traitement de plomb extrait de ses mines¹. Cette activité industrielle va être amplifiée avec l'arrivée de la voie ferrée qui permettra l'arrivée de populations ouvrières immigrées, caractérisant encore aujourd'hui l'identité multiculturelle de l'Estaque. Ces vagues migratoires vont activement participer à la création d'autres chantiers modelant le paysage, comme le tunnel de la Nerthe, la construction de viaducs, le tunnel du Rove, l'excavation de terrains argileux.

C'est en 1883 que la compagnie RIO TINTO y démarre une activité industrielle d'exploitation de minerais sur environ 150 hectares, avec une main d'œuvre venant principalement d'Espagne. Rio Tinto

¹ Nos sources pour ce passage sont essentiellement des sources web. Les deux pages wikipedia consacrées à l'Estaque (<https://fr.wikipedia.org/wiki/L%27Estaque>) et aux Riaux (https://fr.wikipedia.org/wiki/Les_Riaux) sont remarquablement faites. Certaines autres ressources en ligne nous ont beaucoup aidées.

sera remplacé en 1890 par la société des Produits Chimiques de Marseille l'Estaque (SPCME) qui produit des acides sulfuriques, de la soude et du sulfate. L'inventaire du patrimoine culturel de la Région PACA nous raconte :

« En 1916 a lieu une partition de la zone : la partie nord-est du terrain revient à la Société minière et métallurgique Penarroya, qui a absorbée la Société des produits chimiques de Marseille-l'Estaque, Penarroya ayant fait construire une usine de plomb dès 1913 sur le site. Métal Europe a succédé à Penarroya et a cessé toute activité en 2001.

La partie sud-ouest du terrain passe à la Société Kuhlmann, (1916- 1967) à qui succéderont Ugine-Kuhlmann, Elf Atochem et Atofina. Sur cette partie ont été fabriqué de l'acide sulfurique, du soufre, des chlorures divers. (cessation d'activité en 1989). »²

A la fin du XXe siècle, les usines ont commencé à fermer et à être rasées, laissant place à d'immenses friches industrielles. L'activité chimique a pris fin au terme des Trente Glorieuses, et la métallurgie a été poursuivie jusqu'en 2002. À l'heure d'aujourd'hui : plomb, arsenic, cuivre, zinc et hydrocarbures nuisent à la qualité des sols et des eaux souterraines ce qui polluent le port de la Lave et l'Anse de l'Estaque.

Voici un résumé de l'histoire industrielle dans la frise chronologique ci-dessous :

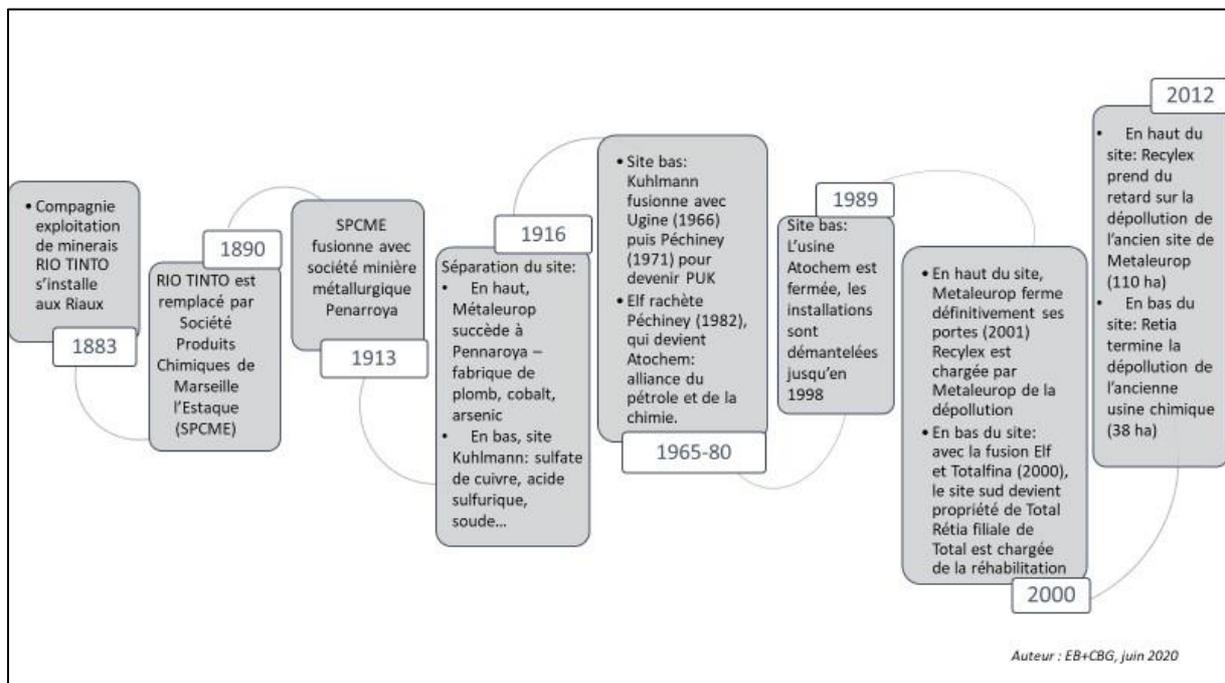


Figure 3: Chronologie du passé industriel des Riaux

En 1998, un arrêté préfectoral exige la réhabilitation et la dépollution du site. Dans la partie sud (ou basse) du massif, la compagnie Total Elf Atochem charge sa filiale Retia de procéder aux travaux ; tandis qu'au nord (ou dans la partie haute), c'est Recylex (nouveau nom de Metaleurop) qui est en

² Source : PACA, 2000, Inventaire Général du Patrimoine Culturel Régional. URL (consulté en mai 2020) : <https://dossiersinventaire.maregionsud.fr/gertrude-diffusion/dossier/ensemble-de-fabrication-des-metaux-et-ensemble-d-industrie-chimique-compagnie-des-minerais-de-rio-tinto-societe-des-produits-chimiques-de-marseille-l-estaque-osseine-paul-brunon-mital-cambon-et-compagnie-societe-miniere-et-metallurgique-penarroya-societe-kuhlmann/7bb16542-d0a6-42f0-a644-0cc9e3bc45a3>

charge de la dépollution, une entreprise qui s'avère plus longue et plus compliquée qu'au sud, notamment parce que les terrains incluent des pollutions plus lourdes et des espaces bâtis et habités³.

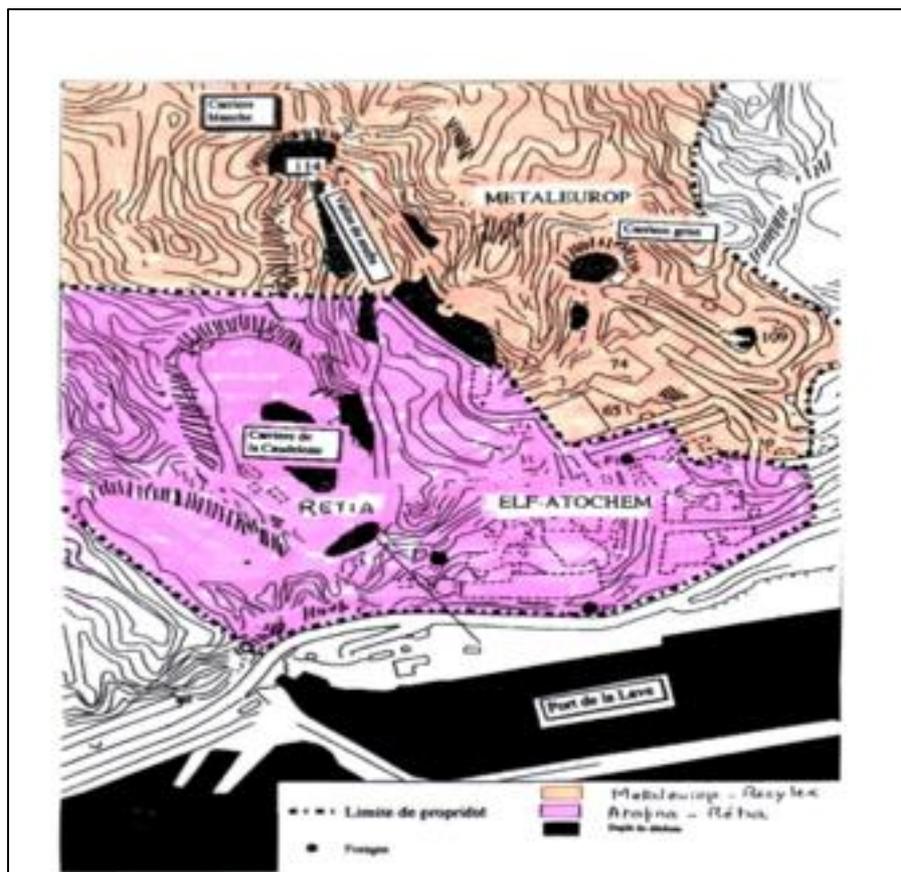


Figure 3 – Emprises industrielles sur le massif de la Nerthe

Source : *Grain de Sable*, Journal de l'Association Action Environnement Estaque, numéro 28, décembre 2013.

Désormais, cet ancien site industriel est donc partagé entre Retia et Recylex, selon la carte réalisée par l'association Action Environnement Estaque (figure 3). La société Retia a terminé la dépollution de son site, et a réhabilité ses 39 hectares initialement prévus, alors que Recylex en est à 15,3 hectares (sur 110ha à réhabiliter) et peine à faire avancer les travaux.

Cette histoire industrielle est importante à prendre en compte dans notre étude car elle permet d'une part de connaître et comprendre le quartier et de ses habitants, d'autre part certains des défis auxquels ils sont confrontés aujourd'hui (comme la pollution). Elle marque les paysages, les conditions de vie, les formes du bâti, les noms attribués aux rues et aux bâtiments. L'histoire industrielle s'est en effet accompagnée de la construction de nombreux bâtiments d'habitation ouvrière, sous forme de « cités » et de courées – immeubles sur plusieurs étages avec parties communes centrale, dont les petits appartements étaient loués aux ouvriers des différentes compagnies. Ainsi l'on trouve plusieurs « Cités Kuhlmann » dans le quartier.

³ Coquille D, 2017, Vers une relance du chantier de dépollution de l'Estaque. La Marseillaise, 9 mai. URL (consulté le 11 mai 2020) <http://m.lamarseillaise.fr/marseille/developpement-durable/60182-vers-une-relance-du-chantier-de-depollution-de-l-estaque>

Une page Wikipédia « Les Riaux »⁴ a été créée (dans le cadre d'un projet participatif des habitants coordonné par l'association Didac'ressources⁵) et rassemble des informations sur ce quartier, nous en reprenons certains éléments ici.

Selon le recensement de 1982, la population était essentiellement ouvrière, et d'origine italienne, corse et algérienne, en particulier chaouie et kabyle. Sur une population de 1200habitants en 1982, 620 sont des étrangers dont 520 des Algériens.

Aujourd'hui, la population a diminué. Elle s'élevé, selon le recensement INSEE de 2012⁶, à 614 habitants, dont 210 sont retraités (34% de la population) : on peut supposer que beaucoup sont d'anciens résidents, dont la famille a connu la période d'activité industrielle. Sur les 614 résidents, 113 (soit 18%) sont des populations immigrées, c'est-à-dire ayant changé de lieu de résidence en provenance de l'étranger : ce qui paraît peu par rapport à la proportion d'immigrés et d'étrangers antérieurs dans le quartier, mais n'est pas surprenant : l'embauche industrielle a chuté, le quartier est moins qu'avant un lieu d'arrivée pour des populations immigrantes. Sur les actifs du quartier, 19% seulement sont ouvriers, alors que le quartier semble par ailleurs le lieu d'installation de cadres et professions intermédiaires, dont la proportion augmente fortement dans le quartier entre 1999 et 2015 (Arrighi et al, 2019).

L'objet du dossier : la rue, espace public, espace privé ?



Figure 4: Cité Kuhlmann, Les Riaux.

Source : © Bava Emilie, Battista Emma (EB²), 01/2020 et Google Map 2020

Cette photographie présente l'entrée de la cité Kuhlmann, qui est une rue en plus d'être un bâtiment, et dont le panneau nous indique qu'il s'agit d'une « propriété privée ». On en aperçoit le début à l'arrière-plan de la photo (revêtement gris clair). Cette rue « cité Kuhlmann » croise ici deux autres rues : l'une publique, dont le revêtement a été refait (à droite sur la photo) : l'Impasse des Usines ; et l'autre privée (à gauche sur la photo), au revêtement plus ancien, et qui s'appelle « La Montée des Usines ». C'est cet imbroglio de statuts (publics, privé) de la rue, son lien avec l'histoire industrielle et

⁴https://fr.wikipedia.org/wiki/Les_Riaux

⁵<http://didac-ressources.eu/2017/03/09/les-riaux/>

⁶<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2385003>

ouvrière du quartier, et les conséquences de ces statuts sur les habitants actuels (ici sur l'entretien et l'état du revêtement de la route, pour commencer), qui nous a interpellés et dont nous avons souhaité faire l'objet de ce dossier.

Nous nous sommes concentrées, suite à une visite guidée par le président du CIQ des Riaux, sur un fait étonnant dans le quartier : deux rues y sont nommées « Montée des Usines », l'une étant publique, l'autre privée. Cela conduit à un double adressage – il y a deux numéros 30 à la Montée des Usines, par exemple. En rouge nous avons représenté ci-dessous les deux Montées des Usines. En trait continu, la grande montée des Usines, qui monte en lacet le long du versant du massif, commence au sud sur la route départementale et se termine en cul-de-sac au nord. En trait pointillé, la Montée des Usines plus petite, méridienne, qui relie la (grande) Montée des Usines à l'ouest, à la rue Etienne Collombel à l'est.

Figure 5: localisation des Montées des Usines.



L'image aérienne permet d'ajouter quelques remarques sur l'environnement des rues, ce qui les borde. La (grande) Montée des Usines traverse essentiellement un espace non bâti : carrières et roche à nu, ou reconquise par une garrigue dégradée, derrière des murs de protection, avec quelques bâtiments dispersés – un grand bâtiment industriel (figure 5b), des logements ouvriers petits et contigus, ou en cité collective.

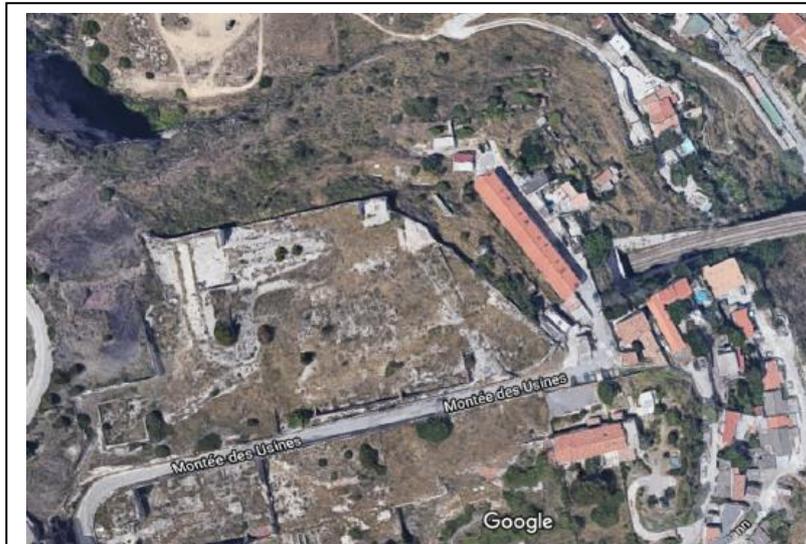


Figure 5a. Débouché nord de la (grande) Montée, et une des cités Kuhlmann

La (grande) Montée débouche d'ailleurs sur une deuxième cité Kuhlmann (la toponymie indiquerait que la rue devient alors propriété de la cité Kuhlmann elle-même : figure 5a), et s'arrête abruptement, surplombant un ravin.



Figure 5b. La grande Montée rencontre la petite.

Par contraste, la (petite) Montée des Usines est une rue résidentielle qui traverse le quartier des Riaux, bordée de maisons individuelles moins fréquemment jointives, de tailles variées, dont certaines se sont dotées de piscines et de jardins. L'on peut de ce fait supposer que ses habitants appartiennent plutôt à de petites classes

moyennes, tandis que la petite taille des logements ouvriers bordant la (grande) Montée des Usines en fait des logements qui restent occupés par des habitants plus défavorisés.

Le contexte de ce rapport – l'Atelier de géographie et de cartographie à l'Université

Ce rapport s'inscrit dans un module de troisième année de licence de géographie, à Aix Marseille Université, qui s'intitule « Atelier de géographie et de cartographie », et qui est coordonné par madame Claire Bénit-Gbaffou.

En tant que géographe, notre discipline impose non seulement une partie de connaissances théoriques, mais aussi une connaissance des modèles, des schémas et des structures d'un territoire. Mais ces connaissances-là ne suffisent pas, il faut y ajouter des observations de terrain. Ainsi, pour tout travail de recherche en géographie, le chercheur partira d'une idée théorique et observera sa transposition sur le terrain. Ou inversement, il partira d'une observation de terrain pour établir des théories. Quoi qu'il en soit, le terrain représente une grande part du travail de géographe. À l'université d'Aix-Marseille, l'étude de terrain est proposée dès la première année de géographie, que ce soit en

géographie dite humaine, ou en géographie dite physique. En troisième année, les étudiants sont invités à prolonger leur approche du terrain avec au choix un stage ou une UE d'atelier.

Nous avons fait le choix de prendre l'UE d'atelier qui a plusieurs objectifs. D'une part, bien évidemment, nous faire découvrir ce que sont des enquêtes de terrain en géographie. D'autre part, améliorer nos capacités à travailler en petits groupes (entre 2 et 3 étudiants). Mais aussi, et c'est ce que nous avons le plus retenus de cet exercice, nous permettre d'interroger les acteurs d'un territoire en quasi-autonomie et de recueillir leurs mots.

Notre enseignante, pour la deuxième année de suite, avait choisi de faire porter cet atelier sur le site de l'Estaque à Marseille, avec pour thème celui de « l'espace public ». Par ailleurs, elle souhaitait continuer à inscrire cet atelier dans une interaction avec les habitants, en demandant aux étudiants de construire et de réaliser une restitution aux habitants des connaissances qui auraient été produites. Il s'agissait en effet d'une part, permettre aux étudiants et enseignants d'apprendre des choses d'un territoire et d'autre part, de rendre le fruit de ces recherches aux acteurs interrogés, en gage du temps et de l'énergie qu'ils ont déployés à nous renseigner.

Alors que des camarades des années précédentes s'étaient interrogés sur la question des contrastes entre espace public et espace privé, et de leurs liens à la question de l'accès (espace ouvert/espace fermé) à propos du littoral et de l'accès à la mer (Cara et al 2019), et que des camarades de cette année observaient les questions de privatisations dans le jardin des Corbières (Gastaut et al, 2020), nous nous sommes intéressées à cette question dans le quartier des Riaux et aux Montées des Usines, où une grande partie du territoire, y compris des rues, appartiennent à des acteurs privés. C'est notamment la visite guidée que nous a proposée Madame Chamoulaud, la présidente de la fédération des CIQ du 16ème arrondissement, sur le massif de la Nerthe dans son ensemble mais avec un passage par la montée des Usines, qui nous a convaincu que le sujet était intéressant.

Nous nous demandions notamment qu'est-ce que changeait le statut de la rue (dont une portion, ou une partie, est propriété privée), à son expérience vécue par les usagers. Nous voulions pour cela entendre les mobilisations d'acteurs collectifs, comme le Comité d'Intérêt de Quartier qui le premier nous avait alerté sur les difficultés d'entretien et de gestion liés au statut privé de la rue ; mais aussi, comprendre les pratiques et les représentations des habitants et usagers de ces rues.

Nous avons donc commencé dans cette direction, cependant un événement imprévu nous a forcé à recentrer le sujet. En effet la crise sanitaire liée au Coronavirus, qui a décrété un confinement généralisé à partir du 16 mars 2020, au milieu de notre enquête, nous a contraintes à limiter nos contacts avec les habitants du quartier. Puisque nous avons déjà interrogé plusieurs membres du CIQ nous avons choisi de recentrer notre recherche sur les habitants membres du CIQ et leurs actions autour de la gestion de ces rues au statut juridique complexe.

« Lorsque nous avons pris connaissance du territoire l'Estaque, en début de semestre, et que nous avons dû choisir un thème de recherche et le localiser, j'ai de suite été intéressée par ce qui touchait aux pratiques des habitants. J'ai d'emblée voulu étudier soit la pratique des barbecues au parc des Corbières, soit la question de la dépollution au Massif de la Nerthe, soit celle du partage des rues au quartier des Riaux. J'ai été très intriguée par la bataille que menaient le CIQ et les habitants de ce quartier sur l'identification du nom des rues, évoquée brièvement en classe par notre enseignante à la suite de ses interactions avec Mr Zussy. J'ai rapidement visualisé tous les problèmes que cela pouvait engendrer, si moi-même, je vivais dans un quartier avec des problèmes d'adressage où une autre route portait le même nom que la mienne. Je voulais entendre ce que pensaient les habitants sur ce problème, et connaître les actions d'un CIQ, qui était assez inconnue pour moi avant ces travaux. Cela m'intéressait de travailler sur les jeux d'acteurs et le rôle que chacun possède au sein d'un territoire.

Quand j'ai vu également l'intérêt particulier que notre enseignante portait à cet espace, j'ai compris qu'il y avait quelque chose de vraiment intéressant à réaliser avec ce sujet qui avait été assez peu étudié auparavant. Il a été très appréciable donc de m'associer pour la première fois avec Émilie, avec qui la communication est facile et les motivations semblables » E. Battista, Avril 2020

« Au départ, lorsqu'on a commencé à travailler sur l'Estaque, j'ai bien aimé les questions qui traitaient de la privatisation de l'espace car j'étais touchée par le fait que des habitants puissent être privés de leur ville - que ce soit aux Montées des Usines, sur le quai de la Lave ou encore le massif de la Nerthe. L'avantage des Montées des Usines c'est qu'il semblait y avoir un point d'entrée plutôt simple : celui d'aller parler directement aux habitants. Géographiquement, cet espace était aussi très intéressant car après avoir échangé avec Monsieur Zussy, il suffisait de prendre la Montée des Usines pour savoir quelles parcelles appartiennent à qui tellement l'état de la route était différent selon le propriétaire. Ensuite, au cours de deux sorties (pour ma part) j'ai pu rencontrer deux leaders de CIQ : Mme Chamoulaud et Dominique Zussy. Jusqu'alors, je pensais que les comités de quartier étaient des institutions plutôt informelles avec peu d'impact, mais je me suis rendu compte de leur importance et de leur organisation en les écoutant parler. Donc j'ai aussi voulu que l'on parle de ce CIQ et ses actions, et puisque nous avions déjà rencontré le président, l'orientation sur ses actions s'est faite plutôt naturellement. Ensuite, quand la crise du Coronavirus est arrivée, je ne savais plus trop où allait nous mener notre dossier, et j'avais peur que tout notre travail n'ait été fait pour rien. Mais finalement, en recentrant sur les habitants (ce sur quoi on voulait travailler au départ) qui sont membres du CIQ (qui étaient ceux que l'on avait déjà interrogés) notre dossier a légèrement changé de tournure et j'apprécie la direction qu'il a prise. Enfin je n'avais jamais travaillé avec Emma auparavant mais j'ai trouvé que nous avions souvent le même point de vue sur notre sujet ce qui nous a permis d'avancer à bon rythme.» E Bava, avril 2020

Au vu de l'évolution de notre sujet, nous avons choisi de nous interroger plus précisément sur les actions du CIQ dans le quartier des Riaux, que ce soit à travers les actions du président, Monsieur Dominique Zussy, ou des habitants faisant partie du CIQ. Ainsi nous nous demanderons :

Quelles sont les difficultés créées par le statut des routes Montées des Usines pour le quartier, et comment le CIQ des Riaux répond-il à ces difficultés ?

Pour répondre à cette question, nous avons mis en place plusieurs sous-questions, plus précises :

- **Comment se partagent les routes entre les différents acteurs ?**
- **Quels problèmes pose la fragmentation foncière de la rue, au CIQ ?**
- **Quelles sont les actions menées par le CIQ en réponse à ces problèmes ?**
- **Quelles sont les limites de ces actions ?**

La méthodologie de notre recherche

Nous avons établi une méthodologie pour répondre à toutes les questions que nous nous posons et pour décrire les étapes de recherche d'un géographe.

Sous-questions	Méthodes employées	Adaptation face à la crise sanitaire
1. Quels problèmes pose la fragmentation foncière de la rue, au CIQ ?	→ Cartographier l'appartenance des parcelles Etudes de documents : cadastre, Géoportail, Google map Entretien → Interroger le président du CIQ et les habitants pour compléter la carte du cadastre. Observation → Visite guidée du quartier avec Mr Dominique Zussy → Photographies illustratives	Compte tenu de la situation actuelle, nous avons pu nous rendre sur le terrain deux fois uniquement. Nous avons donc complété nos observations et agrémenté nos photos grâce à Google Map, et aux entretiens par mail avec les habitants.
2. Quelles sont les actions menées par le CIQ en réponse à ces problèmes ?	Enquête par entretien : → auprès du président du CIQ Dominique Zussy → et les habitants membres actifs du CIQ. Recherche documentaire → Page facebook du CIQ → Articles de presse en ligne et sur le site du petit Estaquein	Avant le confinement nous avons rencontré le président du CIQ à plusieurs reprises. Nous avons pu effectuer un entretien par son intermédiaire avec deux autres habitantes du quartier, membres du CIQ. Nous avons pu poursuivre la conversation avec Mr Zussy par courriel.
3. Comment se mobilisent les habitants du quartier pour faire face à ces problèmes ?	Observation et Enquête par entretien auprès des habitants dans une cité → nous avons dû mettre de côté cette question en approfondissant plutôt la deuxième question ci-dessus, à cause de la crise sanitaire.	Nous avons approfondi nos entretiens avec D Zussy (par courriel) et nous nous sommes ouvertes aux cartographies des habitants (réalisé sur Open street map), en étendant nos entretiens à Sophie Etienne qui a coordonné cette activité.

Nous avons choisi de faire une recherche avec des méthodes qualitatives, car l'objectif était d'interroger de façon exploratoire peu d'acteurs, sur un contenu complexe et que nous ne savions pas à l'avance (sur leurs modalités et leurs types d'actions dans le quartier) et non de réaliser un échantillonnage avec un questionnaire, car nous voulions recueillir les mots et les perceptions de chaque acteur, et savions pertinemment que le nombre d'entretiens que nous parviendrions à faire allait être limité.

Tout d'abord, la méthode la plus importante que nous avons utilisée est l'enquête par entretien. Celle-ci nous a semblé pertinente car nous voulions savoir comment les habitants vivent leur rue, et ce que le statut juridique des rues leur pose comme problèmes – et plus largement si la rue pouvait être comprise comme un espace public dans le quartier. Cette méthode de recherche nous attirait mais elle nous intimidait aussi.

« Quand j'ai appris qu'on allait devoir réaliser des entretiens, dans un quartier que je ne connaissais pas, dans une ville que je pratique très peu, j'ai été très réticente. Je me demandais comment les habitants allaient accueillir notre venue, dans leur quartier, je pensais qu'ils nous trouveraient intrusives. Je pensais que ça les embêterait et qu'ils ne comprendraient pas l'intérêt de nos questionnements et de notre étude. J'ai été agréablement surprise par l'accueil chaleureux des habitantes qui nous ont accueillies à leur table de salle à manger, en nous proposant le café. C'était aussi sans nul doute grâce à l'introduction de Mr Zussy... J'ai aussi vite compris l'intérêt des enjeux de notre sujet quand des personnes comme Dominique Zussy et Sophie Etienne ont vu ce qu'on pouvait

leur apporter, nous étudiantes, et on s'est senties responsables de leur rendre quelque chose en retour du temps et des connaissances qu'ils nous avaient apportés. Je me suis vraiment prise au jeu de ces entretiens et cela a complètement fait disparaître toutes les appréhensions que j'avais par rapport à ce terrain » E. Battista, Avril 2020

« J'étais très angoissée à l'idée de faire des entretiens. Je ne connaissais absolument pas ni les personnes que nous allions interroger, ni même le quartier dans lequel je ne m'étais jamais rendue avant. J'avais peur que notre venue soit mal vue par les habitants, que l'on soit vue comme des « intruses » qui se mêlent de choses qui ne les regardent pas. L'astuce pour nous a été de passer par Mr Zussy qui nous a fait connaître par la suite deux habitantes (Josette et Claude). En effet, puisque nous l'avions déjà rencontré au cours d'une précédente sortie, ça a été plus facile de le re-contacter ensuite. Sans son aide, je ne pense pas que nous aurions été capables d'aller sonner aux portes pour poser des questions. Finalement ces enquêtes m'ont fait mieux comprendre les enjeux du quartier car on a pu recueillir directement les témoignages d'habitants et pas se contenter de « on dit ». Maintenant je ne vois plus le travail que nous avons à rendre comme une « tâche » mais plus comme un engagement. Bien-sûr notre enquête n'est pas complète, ça reste une première pour nous, et elle n'a sûrement pas le niveau d'un mémoire ou d'un travail de recherche mais elle a eu le mérite de nous montrer comment se font les travaux de recherche universitaire et quelles difficultés on peut rencontrer » E. Bava, Avril 2020

Initialement nous souhaitions interroger une diversité sociale d'habitants, résidant le long des deux montées des Usines. Nous pensions commencer par interroger les membres du Comité d'Intérêt de Quartier (CIQ), car mobilisé autour de ces questions et relativement facile d'accès – puisque nous avons grâce à notre enseignante rencontré son président, Mr Zussy. Le deuxième volet consistait à aller parler avec des résidents du quartier qui ne participent pas au CIQ, et notamment des habitants appartenant à des classes plus populaires, habitant la portion Ouest du quartier (les locataires, les migrants anciens ou récents...) : c'était pour nous crucial, compte tenu du fait que ces groupes sociaux sont moins visibles dans l'espace public et participent a priori moins souvent que d'autres aux réunions de type CIQ : nous souhaitions surtout comprendre les pratiques et entendre la parole de ces groupes sociaux souvent « oubliés ».

Dominique Zussy a confirmé notre perception d'un écart socio-économique et socio-spatial important entre les habitants des Riaux, où les plus pauvres se concentrent en haut de la (grande) Montée des Usines :

« La consommation de masse a créé un mirage qui masque aujourd'hui l'existence d'une classe ouvrière. Il s'est créé une zone grise où se mêlent classes moyennes et ouvrière, et, si la classe moyenne très supérieure a subsisté, est apparue une nouvelle catégorie constituée de travailleurs pauvres. Ce sont ceux que vous auriez pu croiser tout en haut de la route des Usines, là où elle se termine. » D. Zussy, entretien par mail, EB², Mars 2020

Compte tenu de la situation liée à la crise sanitaire, dans l'impossibilité d'aller interroger les habitants directement chez eux, nous avons dû revoir notre projet et le recentrer sur les actions du CIQ et les mobilisations des habitants adhérents au CIQ. Nous ne prétendons donc pas présenter les représentations et pratiques de la rue de l'ensemble des habitants, puisque les catégories les plus défavorisées, qui participent peu aux CIQ, n'y sont pas représentées. Nous avons tenté d'évoquer cette question avec les membres du CIQ, mais nous étions parfois un peu gênées, intimidées, d'aborder le

thème de la différenciation sociale, et cette question est restée inaboutie dans le dossier. En revanche, le CIQ lui-même et ses actions ; les habitants que nous avons rencontrés, leurs pratiques et leurs formes de mobilisation, se sont avérés un objet d'étude très intéressant en tant que tel.

Nous avons interrogé quatre acteurs, que nous présentons ci-dessous. Le tableau suit l'ordre dans lequel nous avons eu les entretiens : nous avons rencontré Dominique Zussy grâce à notre enseignante, puis Dominique à notre demande nous a présentées à Josette et à Claude. Puis, notre enseignante nous a également mise en contact avec Sophie Etienne.

	Dominique Zussy	Josette	Claude	Sophie Etienne
Qui sont-ils ?	Président du CIQ des Riaux habitant le quartier depuis 5 ans	Habitante résidant Cité Kuhlmann et adhérente au CIQ	Habitante résidant Montée des Usines et adhérente au CIQ	Habitante résidant au Vallon des Riaux et membre du CIQ, fondatrice et présidente de l'association Didac'Ressources
Pourquoi ces acteurs ?	Nous souhaitions interroger Dominique Zussy en premier car notre étude porte en grande partie sur les actions du CIQ et ses limites et nous savions pertinemment qu'il aurait beaucoup de choses à nous apporter, mais également qu'il pouvait nous mettre en contact avec des habitants membre du CIQ pour la suite de nos entretiens et ainsi nous introduire dans le quartier et nous faire connaître de certains.	Josette est la première habitante que Dominique Zussy nous a présentée. Elle est retraitée et vit depuis sa naissance dans le quartier des Riaux, elle est fille d'ouvriers qui ont travaillé à l'époque des usines. Son point de vue ancré dans l'histoire sur la situation du quartier nous a apporté beaucoup d'éléments sur l'évolution des pratiques et des problèmes du quartier, même avant que Dominique Zussy soit président du CIQ.	Claude est la deuxième habitante que Dominique Zussy nous a présentée. Elle est retraitée et résidait auparavant à l'Estaque et vit aux Riaux depuis 20 ans, où elle a donc choisi de résider. Elle a également une perspective longue sur le quartier.	Nous avons eu le contact de Sophie Etienne grâce à notre enseignante. S. Etienne est professeure et consultante. Elle vit aux Riaux depuis 1992. Elle participe par intérêt personnel et dans le cadre des activités de son association (D'R) au recueil d'histoires par les habitants sur le quartier et a proposé une action de cartographie participative du quartier (réalisée sur Open Street Map). Nous voulions associer nos forces pour continuer notre travail de cadastrage et éventuellement pouvoir l'aider en retour. Elle est aussi très impliquée dans le CIQ tout en ayant un regard critique.
Conditions d'entretien	Nous avons rencontré à deux reprises D. Zussy : <ul style="list-style-type: none"> - En Février 2020 lors d'une visite guidée organisée dans le cadre du module, sur la Route des Usines - En Mars 2020 dans le domicile de Josette, en interrogeant ces deux acteurs en même temps Nous avons complété cet entretien par un échange par mail	Nous avons rencontré Josette en Mars 2020 à son domicile, d'abord en la présence de D. Zussy, puis seule avec elle quand D.Z a dû partir. L'entretien à 4 a duré une quarantaine de minutes, et l'entretien, seules avec Josette a duré environ 20 minutes	Nous avons rencontré Claude à son domicile en Mars 2020, nous étions seule avec elle. Cela a duré environ 30 minutes	Le contexte de la crise sanitaire actuelle ne nous permettant pas d'interroger les résidents du quartier, nous avons étendu notre projet d'entretien à des acteurs du CIQ approchables virtuellement. Nous avons donc pris contact avec S. Etienne par mail, puis nous avons eu un entretien en Mars 2020 sur WhatsApp par appel téléphonique à trois. Nous avons discuté environ 40 minutes. Notre enseignante a ensuite continué la conversation avec elle par courriel pour préciser et compléter certains points.

Une brève analyse des acteurs sur le terrain

Sans avoir pu enquêter comme prévu sur cette diversité sociale, nous avons tout de même tenu, en s'appuyant sur les documents rassemblés par notre enseignante, les dossiers des années précédentes, tenté de mettre en contexte les acteurs que nous avons interviewés, en les replaçant dans un jeu d'acteurs plus large.

Nous avons d'abord découvert la structure « CIQ », Comité d'Intérêt de Quartier, en comprenant que c'était une organisation formelle des résidents par quartier, reconnue par les pouvoirs publics et interlocuteurs privilégiés de la municipalité de Marseille. Dans le schéma classique de la gouvernance urbaine, qui classe les acteurs en trois grandes catégories (acteurs publics, acteurs privés, acteurs de la société civile), nous avons donc placé le CIQ des Riaux, et la fédération des CIQ du 16^{ème} arrondissement dont il fait partie, comme partie importante de la société civile, en la rapprochant du pôle des pouvoirs publics.

La société civile englobe également des collectifs d'habitants moins formalisés, et des associations plus éloignées des institutions publiques. Nous faisons au départ de notre dossier l'hypothèse de l'organisation d'assemblées de copropriétaires dans les anciennes cités ouvrières (Penarroya et Kuhlmann par exemple) : la crise sanitaire ne nous a pas permis de vérifier l'existence de ces collectifs ni de les rencontrer.

Autre acteur qui a été difficile à classer pour nous : Sophie Etienne, qui a plusieurs casquettes que nous avons mis du temps à comprendre. Habitant le quartier des Riaux, elle est impliquée dans de nombreuses activités bénévoles, et notamment fondatrice déléguée générale de l'association Didac'ressources, une association à but non lucratif qui s'occupe de production et de diffusion des connaissances, et de formation aux ressources en ligne (Open Street Map, Wikimedia, pour lequel elle est d'ailleurs la référente PACA). Par ailleurs, Sophie est auto-entrepreneuse au sein de la société Didac'Conseil (ingénierie de formation), et chercheuse associée à l'université de Lille. Ce qui nous intéresse ici, ce sont ses activités au sein de Didac'Ressources, au titre desquelles Sophie s'est associée au CIQ des Riaux pour proposer des ateliers de cartographie participative dans le quartier des Riaux.

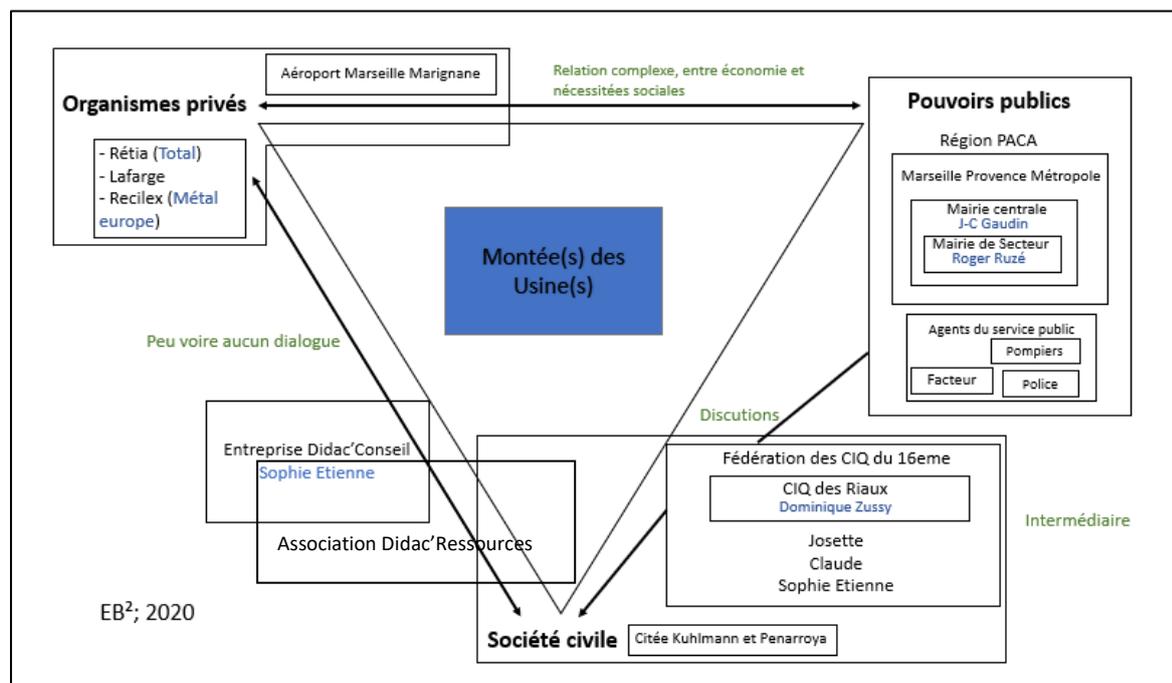


Figure 6: EB² 04/2020, Schéma d'acteurs

Réaliser ce schéma nous a aussi fait travailler davantage sur ce qui constitue les « pouvoirs publics », où nous avons eu de prime abord du mal à démêler mairie centrale, mairie de secteur, et métropole (sans parler du département et de la Région), et leurs compétences respectives. Au sein de ces pouvoirs publics, nous avons également souhaité figurer les figures quotidiennes des pouvoirs publics, centrales dans notre problématique (et que nous avons l'ambition initiale de rencontrer également) : les facteurs, policiers, pompiers – pour lesquels la question de l'adressage, de l'accès, de l'état des routes, joue un rôle important dans la réalisation de leur métier ; et qui sont aussi les interlocuteurs premiers de la société civile.

Enfin, nous avons moins d'éléments côté « secteur privé ». Il est bien sûr essentiel de mentionner les usines chargées de la dépollution et de la réhabilitation, Retia (filiale de Total) et Recylex (nouveau nom de Metaleurop) ; mais aussi le groupe Lafarge toujours en activité, et qui possède encore des parcelles et une portion de rue. Ces acteurs-là n'entretiennent que peu de dialogue avec la société civile, aux dires des membres du CIQ. Nous n'avons pas eu l'opportunité de les rencontrer.

Il y a aussi des acteurs privés moins directement pertinents pour notre sujet, mais tout de même présents et que nous avons découvert à la lecture de plusieurs documents sur le quartier et à travers des dialogues avec les personnes que nous avons interrogés. Il y a par exemple : l'aéroport de Marignane, qui conduit à rendre le massif de la Nerthe inconstructible du fait des avions survolant le quartier.

Une restitution aux habitants manquée pour cause de crise sanitaire

Une partie importante du module « Atelier » coordonné par notre enseignante, consiste en l'exigence d'une restitution de notre travail de terrain aux habitants : en particulier bien sûr ceux qui ont consacré leur temps et leur énergie à nous répondre, mais plus largement tout usager, habitant, acteur intéressé. L'événement initialement prévu (une présentation publique dans le quartier concluant notre recherche) ayant été annulé à cause de la crise sanitaire, nous avons cherché à produire des documents sous une forme accessible, ludique, en complément du rapport écrit que nous rendrons public une fois édité par notre enseignante. Conseillées par celle-ci, nous avons choisi de réaliser (en confinement) deux capsules vidéo de cinq minutes, pour éclairer deux dimensions importantes du dossier :

- La première, réalisée par Emilie, porte sur le processus de cartographie du territoire en soulignant les étapes, les difficultés et les enjeux de cet exercice, pour nous mais aussi pour les acteurs locaux. Elle permet de faire voir aux acteurs les coulisses de notre travail, nos instruments de géographes en herbe, mais aussi les initiatives et les savoirs locaux pour se représenter l'espace, en comprendre les logiques et mobiliser la carte comme instrument d'action locale. Pour rendre cette capsule plus attrayante, nous avons présenté ce processus comme une enquête policière, à la recherche des clés de compréhension des Montées des Usines.
- La seconde, réalisée par Emma, porte sur les réponses des habitants, individuelles et collectives, aux difficultés posées par ce statut incertain, public et privé, des rues, et la confusion portée par leurs noms.

Ces deux capsules ont été envoyées aux habitants et acteurs dont nous avons les adresses mail, en espérant qu'elles seront circulées, rendues disponibles sur le net, ou mises en lien dans les diverses ressources en ligne sur le quartier. La capsule d'Emma a pu être mise par ses soins sur youtube : <https://youtu.be/bZYwPVRDejY>. Elle a ainsi pu être postée sur le site de Didac'Ressources consacré au quartier des Riaux.

Ces deux dimensions reflètent les deux parties de ce rapport, que nous vous présentons plus en détail dans les pages qui suivent.

I. Les Montées des Usines : des routes partagées

Au sens large, lorsque l'on parle de rue, on pense immédiatement à un espace public et accessible à chacun. D'ailleurs, lorsque l'on parle d'espace public commun, la rue est un des espaces qui ressort en premier. Or, toutes les rues ne sont pas forcément publiques, au sens de propriété d'une autorité publique, et ce, même si elles sont accessibles. Ainsi, il est important de différencier « public » qui fait référence au propriétaire foncier et « accessible » qui lui, fait référence au droit de passage plus ou moins ouvert.

La Montée des Usines, ou devrait-on dire, « les » Montées des Usines, sont deux routes du quartier des Riaux qui sont intéressantes à cet égard. Ne serait-ce que le fait qu'il y ait deux routes portant le même nom sur un espace géographique réduit signale un premier enjeu. Comment se repérer dans cet espace et comment parler de son quartier ou indiquer son adresse ?

Plus largement ici, nous parlerons de routes que nous différencions du terme « rue ». Pour nous, la rue représente l'espace public piéton, alors que la route inclut la rue plus la chaussée où passent les voitures. Ainsi, bien que caractérisées comme routes, et libres d'accès, elles n'en sont pas pour autant toutes deux publiques. La « petite » Montée des Usines, qui traverse le quartier résidentiel des Riaux d'est en ouest, est publique. L'autre, plus grande, qui illustre par ses lacets et ses pentes le nom de « Montée des usines », et qui monte en effet aux anciennes usines, est privée. Le nom lui-même de ces routes « Montée des Usines », reflète le caractère industriel de ce quartier. Avec le nom de ces rues ainsi que celui des Cités Kuhlmann et Penarroya, on commémore le fait que l'on se trouve dans un espace industriel ou anciennement industriel avec une forte présence de population ouvrière ou anciennement ouvrière.

Dans cette première partie, nous allons étudier les Montées des Usines qui sont les deux routes présentées brièvement en introduction, et plus particulièrement, la division cadastrale de cet espace. Nous allons chercher à représenter par la cartographie comment ces routes sont partagées, mais aussi à comprendre comment ces routes sont représentées par les cartographies existantes.

L'outil cartographique est un des outils spécifiques du géographe. Il répond à certains codes précis et présente certains avantages. En effet, la présentation d'une carte est généralement plus compréhensible que de longs descriptifs d'un territoire : c'est avant tout un outil qui permet de se repérer dans l'espace. La carte permet de voir spatialement un phénomène physique ou social, et d'éventuellement en repérer les logiques, les dynamiques. La carte enfin est un outil politique, car elle permet de transmettre visuellement, graphiquement, et donc avec une efficacité spécifique, un certain nombre de messages.

a. Comprendre l'organisation de l'espace du versant de la Nerthe aux Riaux

Pour étudier notre sujet, nous avons au départ choisi de l'observer au travers d'images satellites et de sorties sur le terrain. Avant d'interroger les acteurs, nous avons cherché à observer ce que nous disait le paysage, avec l'aide de notre enseignante mais aussi des acteurs de terrain, Mme Chamoulaud et Mr Zussy. Pour cela, nous avons découpé notre terrain d'étude en différentes zones similaires visuellement (dans le jargon des géographes, en « unités paysagères »). Nous avons ensuite photographié certains espaces intéressants pour donner un autre point de vue à notre terrain. Enfin, à l'aide des acteurs interrogés et des sources du cadastre, nous avons cherché à identifier et délimiter le statut foncier des différents espaces de ces routes. Les cartes ci-dessous sont le résultat de ce premier travail.

Le Vallon des Riaux et les montées des Usines, photographies des espaces étudiés



Figure 7: Carto-photographie de la Montée des Usines, Les Riaux, Marseille Auteurs : EB², 2020

La carte ci-dessus présente les unités paysagères que nous avons observées sur notre terrain d'étude, qui s'étend du Quai de la Lave au sud jusqu'aux cités Kuhlmann et Penarroya au Nord. Nous y avons distingué quatre ensembles géographiques distincts :

- Une friche industrielle sur le massif de la Nerthe, à l'ouest,
- Des espaces boisés au Nord et au centre,
- Un espace d'habitation à l'Est.
- Un espace de quais maritimes marqué par les activités industrielles et les friches, au sud.

La friche industrielle du massif de la Nerthe est observable par son sol blanc, dénudé de toute végétation où il n'y a plus que de la roche calcaire nue : on pourrait presque croire à un paysage de zone aride. Sur le flanc de cette colline, nous observons les vestiges des usines, avec des ruines et des maisonnettes. Cet espace n'est pas exploité et semble à l'abandon. Pourtant des projets de réhabilitation ont été imaginés par le CIQ et par la municipalité, comme par exemple celui d'y construire un hôtel ou des chambres d'hôtes. L'usage potentiel de ces espaces est limité : sur cet ancien espace pollué aux métaux lourds, il est en effet impossible de construire des habitations permanentes, mais il est possible de construire des hôtels. Pour l'instant aucun projet ne semble validé.

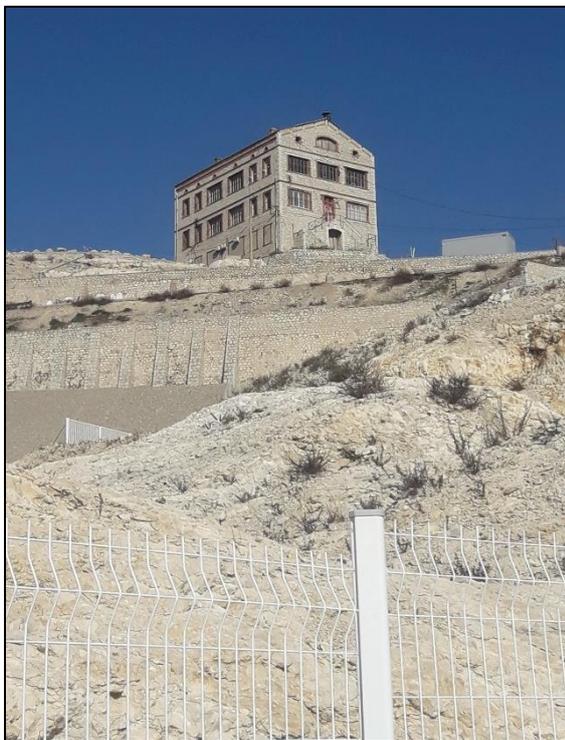


Figure 8: Point de vue sur les anciennes usines.

© EB² 04/2020



Au centre de ce paysage, on observe un espace qui apparaît en vert sur l'image satellite : on y trouve le type de végétation typique du climat méditerranéen, la garrigue, à savoir des arbustes bas et plantes de sol, ainsi que de petits conifères – mais il s'agit d'une garrigue très dégradée. Ici, la végétation n'est pas spécialement entretenue mais semble résister aux pollutions diverses marquant cet espace, ou avoir recolonisé un espace industriel abandonné depuis une trentaine d'années.

Le troisième dernier espace observé est la zone résidentielle des Riaux. Dans cet espace, les maisons sont généralement de petite taille, accolées les uns aux autres, et il y a quelques immeubles de deux étages maximum, généralement les cités ouvrières qui parfois forment ce qu'on appelle des « courées », car elles sont parfois flanquées d'un espace commun, collectif, pour compenser l'exiguïté des logements et partager les équipements autrefois. Ces courées font d'ailleurs l'objet d'une

célébration patrimoniale : elles ont été recensées par l'Inventaire du patrimoine de la région PACA (mais, cela ne s'accompagne pas d'une valorisation touristique ou patrimoniale notable). Les maisons de ce quartier sont assez typiques des paysages observés en Provence avec des tuiles et du crépis brun, marquant leur ancienneté de construction.

Les routes sont étroites et sinueuses, limitant ainsi le passage des voitures ; elles se terminent souvent en cul-de-sac, buttant sur une pente trop abrupte ou sur un ravin soudain. Ces rues en impasse consacrent le caractère semi privé de ces espaces, dont la fonction de desserte et d'accès au logement est la principale.

Le quatrième, l'espace des quais, semble peu mis en valeur. Espace de parking refait à neuf mais inutilisé, friches industrielles, et quelques parcelles occupées par des activités mais entourées de terrains vagues.

b. Complexifier la compréhension du paysage avec la carte cadastrale

Malgré des ensembles paysagers distincts présentant une structure simple du paysage, on observe une division de l'espace plus complexe lorsque l'on se penche sur le cadastre. Pour réaliser ces cartes et notamment pour connaître les propriétaires et les délimitations, nous avons procédé par étapes.

Dans un premier temps nous avons observé le cadastre sur Géoportail⁷, qui est un site gratuit en ligne permettant d'observer un territoire à travers différents types de cartes, qu'elles soient topographiques, cadastrales ou encore historiques. Il nous a permis de comprendre que les logiques foncières n'étaient pas les mêmes entre le Vallon et la Route des Usines. La Route des Usines et ses alentours sont en majeure partie privés, que ce soient les routes ou les habitations. Aux Riaux, les logiques sont différentes puisque les habitations sont privées mais les routes sont publiques.

Nous n'avons pas étudié en profondeur le cas du quartier des Riaux, mais juste en observant le cadastre nous nous sommes rendu compte que cet espace ne répondait pas aux mêmes logiques. En effet, chaque maison comporte un terrain privé et les routes sont publiques

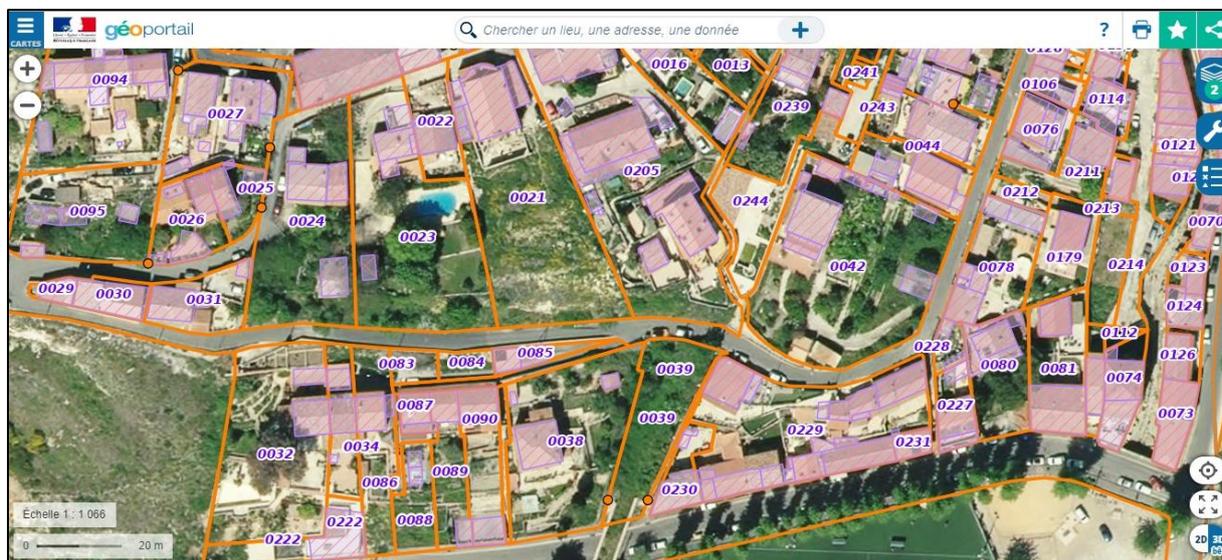


Figure 9: Quartier des Riaux, extrait cadastral

Source : Géoportail, 04/2020

⁷<https://www.geoportail.gouv.fr>

On observe bien sur cette image du cadastre que les routes semblent publiques alors que les habitations sont privées (à quelques exceptions près, comme une portion de la rue « Impasse des Usines » intégrée à la parcelle 0024 puis 0027 : figure 10). La situation n'est pas identique sur la Montée des Usines comme le montre l'extrait cadastral ci-dessous.

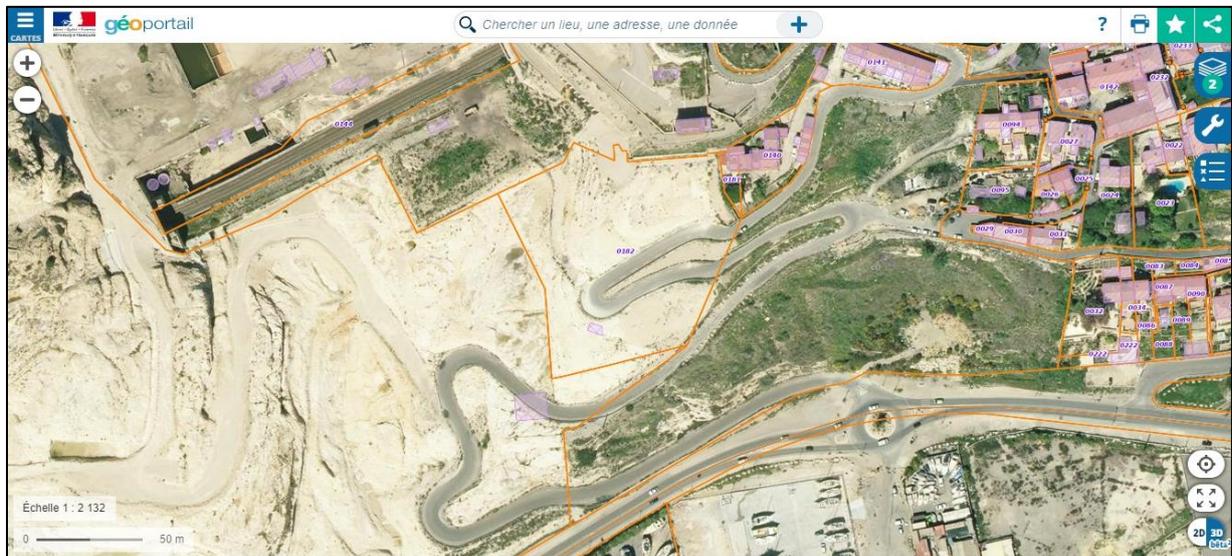


Figure 10: Montée des Usines, extrait cadastral

Source : Géoportail, 04/2020

Ensuite, nous avons demandé à Monsieur Zussy, lors de notre première sortie, à qui appartenaient les différentes parcelles de la Route des usines. Il nous a donc indiqué que celles à l'Ouest étaient à Retia, et celles au Nord à Recylex.

Sur la Route des Usines, il nous a fait remarquer que la différence se lit par l'état du goudronnage. Les parties appartenant à Retia sont mieux entretenues que celles appartenant à Recylex où le goudronnage présente de nombreuses irrégularités, et où les barrières bordant la route sont en moins bon état (elles semblent toutes neuves sur la portion Retia de la route). L'observation de l'état du revêtement permet donc de lire dans le paysage la délimitation cadastrale...

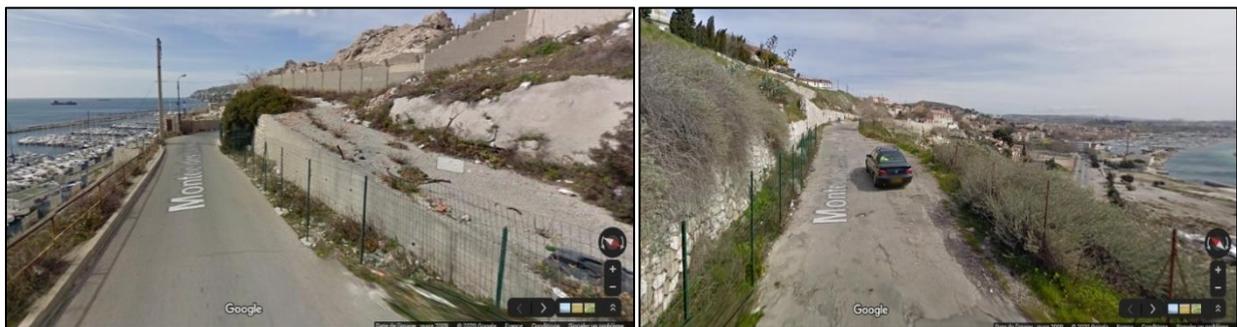


Figure 11: Point de vue de la Montée des Usines privé, à gauche Retia et droite Recylex.

Source : Google street view 04/2020

Il nous a aussi expliqué que les cités appartenaient aux anciennes usines qui avaient été démantelées puis revendues aux occupants des cités – c'étaient donc les copropriétés qui possédaient bâtiments et portions de route, dont l'entretien était donc à leur charge. Ensuite, nous sommes descendus sur le quai de la lave où Madame Bénit-Gbaffou nous a expliqué que ce quai était géré par la GPM et certaines parcelles étaient louées à des entreprises privées, comme Subsea Tech, ou des associations, comme Thalassanté.

Nous sommes retournées une seconde fois sur le terrain pour pouvoir mener nos entretiens, mi mars 2020. À cette occasion, Dominique Zussy nous a présenté Josette et nous avons posé nos questions sur la propriété des parcelles, nous voulions savoir lesquelles étaient publiques et lesquelles étaient privées. À ce sujet Dominique nous a répondu :

« On est dans un cas très particulier parce qu'on est sûr des voies privées, sur un domaine entièrement privé qui appartient aux usines, dans lequel il y a des copropriétés qui sont les cités donc c'est un contexte juridique qui est très complexe. » D.Zussy

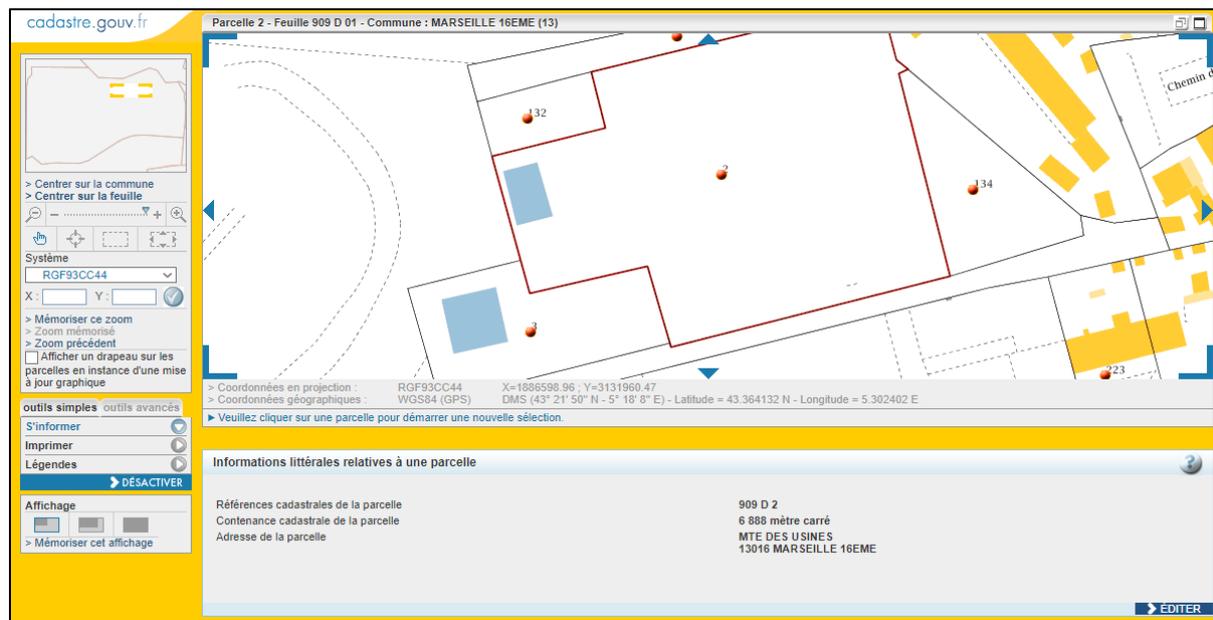
C'est ainsi que l'on a compris que les cités n'étaient pas publiques mais qu'elles n'étaient plus non plus entretenues pas les usines puisque celles-ci les avaient vendues aux habitants. C'est pour cela que les rues desservant ces cités ne sont pas entretenues au niveau du goudronnage. Les frais sont trop élevés et ne peuvent être payés par les habitants eux-mêmes.

Au fil de nos lectures, nous avons parfois trouvé des informations dans la presse (compilée par le journal local en ligne, *Le Petit Estaqueen*, une ressource précieuse dont l'auteur est Philippe Summonti, du CIQ de l'Estaque) sur le statut de certaines rues ; cette question émerge lorsqu'il s'y pose un problème d'entretien de la chaussée ou de ses abords, ou de ses infrastructures. C'est le cas du Vallon de Riaux, cartographié par erreur sur Google Map comme « Val des Riaux »⁸ où un problème de compteur d'eau défectueux a fait prendre conscience que la rue, sa réfection et l'installation de compteurs d'eaux relevaient du propriétaire de la rue, privé : le groupe Lafarge Ciment (Simonpietri 2013). L'article n'est pas clair sur la question de la propriété de la trentaine de logements bordant cette rue, mais le cadastre semble montrer une multiplicité de propriétaires individuels dont les parcelles sont donc accessibles par la rue possédée par Lafarge. Un autre incident, un éboulement sur la « Montée Castejon » (à l'est du quartier), nous a fait prendre conscience que là aussi, le propriétaire de la rue était un privé (Guillaume 2016) : l'article alerte sur les 8 ans qu'il a fallu pour sécuriser la rue, face à un propriétaire insolvable, par des travaux finalement pris en charge par la mairie.

Nous avons enfin demandé des informations sur les parcelles où nous n'avions pas identifié le propriétaire. Ainsi, deux parcelles au Nord de la Route des usines nous étaient inconnues. Josette nous a expliqué qu'à l'époque où les usines étaient encore actives, ces deux parcelles appartenaient aux usines Rousselot et Soporga. Maintenant, ces usines ont été fermées et d'après Josette, il y a quand même des personnes pour venir surveiller ces terrains puisque des murs ont été construits autour et que le terrain est toujours entretenu. Dominique Zussy, qui était présent à ce moment-là, nous a demandé s'il nous était possible de demander au cadastre les noms des propriétaires. Nous avons donc continué nos recherches et appris qu'en France il est possible d'obtenir librement des informations sur un cadastre, mais il n'y a que certains services publics qui sont habilités à nous communiquer les noms des propriétaires de parcelles, sur demande individuelle. Sur le site du cadastre les seules informations disponibles sont celles sur l'adresse et les références de la parcelle ainsi que sa superficie.

⁸ Sophie Etienne nous indique que le Vallon des Riaux renvoie également, par erreur de saisie sur Google map, au hameau de la Nerthe.

Figure 12: Extrait de cadastre à la Montée des Usines privées.



Source : cadastre.gouv 04/2020

Nous souhaitons nous déplacer à la mairie de secteur, ou bien au Centre des Impôts fonciers de Marseille, pour demander ces informations, mais le confinement nous en a empêchées. Nous avons donc envoyé des courriels à ces deux organismes avec nos demandes. Pour cela, il nous fallait connaître la référence cadastrale qui est disponible sur le site du cadastre⁹. Nous avons alors identifié le numéro des deux parcelles dont le propriétaire nous était inconnu: 909D2 et 909D4.

Figure 13 – Extrait de texte de loi gouvernant l'accès du public à l'information cadastrale

Article L107 A

Modifié par [Ordonnance n°2018-75 du 8 février 2018 - art. 2](#)

Toute personne peut obtenir communication ponctuelle, le cas échéant par voie électronique, d'informations relatives aux immeubles situés sur le territoire d'une commune déterminée, ou d'un arrondissement pour la Ville de Paris et les communes de Lyon et Marseille, sur lesquels une personne désignée dans la demande dispose d'un droit réel immobilier. Toute personne peut obtenir, dans les mêmes conditions, communication d'informations relatives à un immeuble déterminé. Les informations communicables sont les références cadastrales, l'adresse ou, le cas échéant, les autres éléments d'identification cadastrale des immeubles, la contenance cadastrale de la parcelle, la valeur locative cadastrale des immeubles, ainsi que les noms et adresses des titulaires de droits sur ces immeubles. Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, définit les modalités d'application du présent article et les conditions de communication par voie électronique des informations visées à la phrase précédente.

Article R* 107 A-3

Créé par [Décret n°2012-59 du 18 janvier 2012 - art. 1](#)

I. – Le caractère ponctuel de la communication est défini par le nombre de demandes présentées par un usager auprès d'un service, qui ne peut être supérieur à cinq par semaine dans la limite de dix par mois civil.

II. – La limite prévue au I n'est toutefois pas opposable :

1° Aux titulaires de droits réels immobiliers ou à leurs mandataires et, pour les majeurs protégés par la loi ou les mineurs, à une personne chargée de la mesure de protection ou de l'autorité parentale, pour les immeubles sur lesquels s'exercent ces droits ;

2° Aux autorités ou administrations agissant dans le cadre de procédures judiciaires ou administratives visant les personnes ou la définition des propriétés. Toutefois, dans ce cas, l'administration fiscale peut opposer la limite prévue au I si la demande émane d'autorités ou d'administrations disposant annuellement des informations mentionnées à l'article [L. 107 A](#).

Source : www.legifrance.gouv.fr, juin 2020.

⁹<https://www.cadastre.gouv.fr/scpc/accueil.do>

Nous avons, en cherchant à comprendre les conditions d'accès aux informations cadastrales, compris les limitations dans l'accès à l'information, et appris qu'il fallait adresser la demande par courrier, ce que nous avons fait. Cependant, et compte tenu de la situation sanitaire actuelle, nous n'avons pas à ce jour reçu de réponse.

c. Notre carte synthétique

La carte cadastrale nous permet ainsi de préciser la division du site industriel, héritée de l'histoire, entre les anciens sites de Total (au sud) et de Metaleurop (au nord), aujourd'hui gérés par leurs filiales de dépollution respectives, Retia et Recylex (voir carte page suivante).

Ces deux acteurs se partagent aussi la grande Montée des Usines. Celle-ci est située en partie sur les parcelles de Retia et en partie sur les parcelles de Recylex.

Au nord de cette route, se trouvent les anciennes cités ouvrières Kuhlmann et Penarroya. Ces cités appartenaient aux usines qui les ont construites, mais ont été vendues à leurs habitants, qui sont maintenant responsables de l'entretien des bâtiments mais aussi de la voirie qui les jouxte, sous le régime de la copropriété.

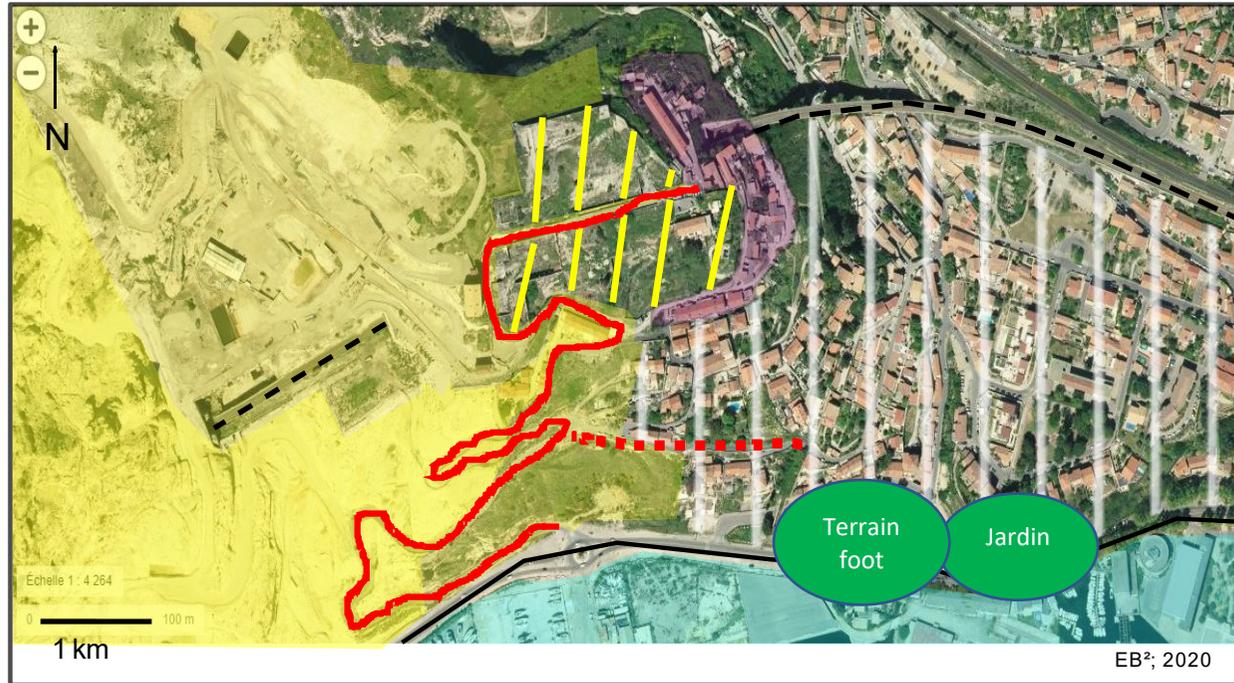
Dans le reste du quartier des Riaux, la juridiction est différente, plus fragmentée et plus difficile à lire : nous n'avons ici pas pu pousser notre travail aussi loin que nous aurions aimé.

En apparence le découpage est plus classique, puisque chaque parcelle de maison est délimitée et appartient donc à son propriétaire, alors que les rues semblent publiques, hors parcelles, et gérées à ce titre par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois sur la carte du cadastre il semble que des portions de rues soient rattachées aux parcelles privées, comme c'est le cas pour une portion de l'Impasse des Usines (Voir **Figure 10** : parcelles 0024 et 0027). Enfin, des conversations avec des membres du CIQ (Marie Blanche Chamoulaud, Dominique Zussy), des articles de presse (Simonpietri 2015, Guillaume 2016) nous ont tardivement fait prendre conscience que d'autres rues que la Montée des Usines avait un statut privé, notamment l'étroite rue du « Vallon des Riaux », dont la propriété reste celle de Lafarge Ciment (Simonpietri 2015), et la « Montée Castejon », appartenant à un propriétaire privé qui ne semble pas avoir les moyens de l'entretenir.

Les espaces publics sur ce territoire ne sont pas visibles de prime abord. On pourrait se dire que le seul espace véritablement « public » du quartier est le terrain de foot et le petit jardin au sud du territoire et au pied du massif. D'autres espaces « publics » existent, comme le grand parking du débarcadère sur le Quai de la Lave. Cet espace est public, ouvert, mais n'est pas vraiment aménagé pour les habitants. Toutefois, l'observation nous montre que des familles se retrouvent sur le parking du Quai de la Lave, notamment pour des jeux de trottinette ou de glisse pour les enfants, sur cet espace lisse et sans obstacle.

La carte que nous présentons est donc incomplète, imparfaite : nous nous sommes concentrées sur les deux montées des Usines, sans véritablement démêler l'écheveau des autres rues privées ou partiellement privées (Impasse des usines, Vallon des Riaux, Montée Castejon).

Figure 14 : Le quartier des Riaux, typologie du statut foncier



I- Les différentes usines

- Groupe Recylex (Anciennement Metaleurop)
- Groupe Retia (Filielle du groupe Total)
- Anciennes usines Rousselot et Soporga

II- Les voies d'accès

- Montée des Usines (grande, industrielle) - privée
- Montée des Usines (petite, résidentielle) – publique (métropole)
- Route départementale - publique
- Chemin de fer

III- Les espaces d'habitations et les espaces publics

- Cité Kulmann et Penarroya (copropriétés privé)
- Quartier des Riaux
Rues publiques ou privées, logements en propriété individuelle
- Terrain de foot et parc (public, municipalité)
- Quai de la lave (mi public mi privé, GPMM)

Auteurs : EB², d'après Google Map, 2020

Ces variations de juridiction peuvent aboutir à des incompréhensions et des représentations contradictoires du territoire. Les habitants des cités ne sont ainsi pas tous au courant du statut privé ou public des rues, ce qui peut engendrer des sentiments d'inégalité et d'injustice quant à leur entretien.

Lors de ma première sortie en présence de Madame Chamoulaud, nous nous sommes arrêtées à l'entrée de la cité Kuhlmann où nous avons été interpellés par un homme résidant visiblement dans cette cité. Nous désignant l'état de la route bordant la cité, il a manifesté son dégoût que la cité soit dans un si mauvais état et qu'il avait l'impression « d'être au bled ».

Il nous a expliqué que la route juste en bas avait été refaite, et la leur, non, et que c'était injuste ! Selon lui, c'était parce que les personnes qui vivent en bas sont plus importantes et plus riches qu'eux, et que de toutes façons les gens dans les cités « on s'en fout ».

Après notre étude, nous avons compris qu'en fait, si la route des cités n'a pas été refaite, c'est parce qu'elle est privée et que son entretien relève de la mobilisation des copropriétaires. Mais un habitant qui n'est pas au courant doit certainement se dire que c'est une injustice et se sentir abandonné.

E. Bava, notes de terrain, 01/2020

A l'Ouest des cités Kuhlmann et Penarroya sont situées deux parcelles dont nous ignorons les propriétaires actuels. Afin d'obtenir un maximum de renseignements sur cet espace, nous avons dans un premier temps observé le terrain à l'aide d'images satellites, mais nous avons surtout, dans un second temps, interrogé des acteurs de ce territoire pour qu'ils nous renseignent.

d. La cartographie comme pratique et comme enjeu du quartier

Au fur et à mesure de notre découverte du quartier et de nos tentatives pour le cartographier, nous nous sommes rendu compte que la cartographie de cet espace représente un enjeu à plusieurs égards, pour les acteurs du quartier.

D'une part, il est nécessaire à l'adressage et à la nomination des rues, qui ne sont pas, comme on pourrait le penser dans une grande ville française, des acquis : mais qui posent d'importantes difficultés. En effet, dans un quartier dense des Riaux, aux multiples rues étroites, en lacis, finissant en impasse, il est difficile de se repérer. La complexité du statut des rues, leurs noms qui se dupliquent, l'histoire du bâti et de son adressage, rendent ce repérage encore plus complexe. C'est ce que nous a expliqué Sophie Etienne, habitante du quartier et membre du CIQ :

« On s'est rendu compte que notamment, par rapport à la Montée des Usines... Impasses des Usines... il y a pas mal de confusions ! Il y a deux numéros 30 pour la Montée des usines. Il y a également beaucoup de confusions par rapport aux cités, puisqu'il y a plusieurs cités Penarroya et cités Kuhlmann. »

S.Etienne, entretien téléphonique avec EB², avril 2020.

Ces doublons sont directement liés à la construction par les usines des routes d'exploitation industrielle du site et des cités pour loger leurs ouvriers. Sophie ajoute :

« Une autre chose [qui contribue à la confusion des adresses], ce sont les différentes migrations qui se sont succédées dans le quartier pour répondre aux besoins des usines, sans qu'au départ, rien ne soit prévu pour leurs habitations. [Ce qui a fait que] de fait, il a existé et il subsiste de nombreux habitats auto-construits, qui impliquent aussi des confusions dans

l'adressage [des habitations]. Par exemple, c'est une histoire qu'un habitant m'a racontée, il y avait un enfant orphelin de père : les ouvriers camarades - beaucoup étaient encartés [au Parti Communiste]- se sont regroupés pour l'aider à construire sa propre maison, vers l'entrée du tunnel du train bleu. »

Sophie Etienne, entretien par courriel avec Claire Bénit-Gbaffou, juin 2020.

Et en effet, si l'on cherche le numéro 30 Montée des usines, l'on remarque qu'il y en a deux !



Figure 15 – Les deux « 30 Montée des Usines »

Source : Open Street Map, consultée le 12/05/2020

Si l'on regarde aussi la Cité Penarroya, située à l'est de l'Impasse des Usines, l'on se rend bien compte, en consultant différentes cartes, de la difficulté de l'adressage. Par exemple, en allant voir la carte façonnée par une agence immobilière, la parcelle correspondant à une partie de la Cité Penarroya est adressée soit à « Cité Penarroya », soit à « Montée des Usines » (mais pas « Impasse des Usines ») !

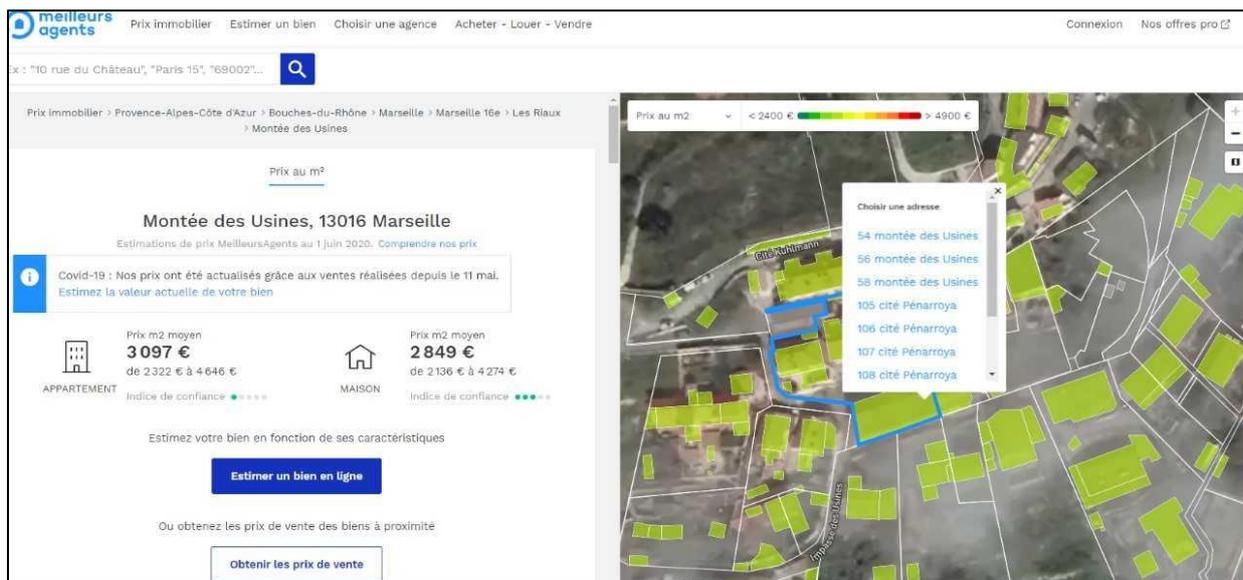


Figure 16 – Confusion des adresses chez les agents immobiliers – la parcelle Cité Penarroya.

Source : Meilleurs Agents, <https://www.meilleursagents.com/prix-immobilier/marseille-13000/montee-des-usines-1174571844/94/>, juin 2020.

C'est en recherchant une réponse à cette difficulté que Sophie Etienne, en collaboration avec les membres du CIQ et avec Françoise, contributrice active à Open Street Map¹⁰, a initié un travail de cartographie participative avec les habitants. Sophie Etienne est non seulement habitante du quartier et membre du CIQ, mais elle dirige aussi une association d'intérêt général qu'elle a créée, Didac'Ressources¹¹, qui vise à la formation des adultes et notamment le développement et le partage d'outils et de ressources numériques (pour les individus, les associations, les institutions). C'est dans ce cadre qu'elle a travaillé, avec le CIQ et Françoise, pour répertorier les numéros de boîte aux lettres de toute la rue et tout le quartier.

« Chacun des membres du CIQ était chargé de compléter le plan cadastral de son micro-quartier, avec adresses qui posaient difficulté ; de distribuer les flyers demandant aux habitants de noter correctement leur nom, et d'aider à noter clairement à quel numéro de quelle rue correspondait leur adresse. En effet, les numéros des cités [Kuhlmann, Penarroya] ont été attribués par cités, [pas par rues], alors que les adresses désormais sont fonction des rues. D'où les confusions sur Montée des Usines, Cité Penarroya ou Cité Kuhlmann. »

Sophie Etienne, entretien par courriel avec Claire Bénit-Gbaffou, juin 2020.

¹⁰ Voir infra.

¹¹ <http://didac-ressources.eu/>



Figure 17 – Cartographie de la Cité Penarroja par le CIQ et les habitants, encadrés par Didac'Ressources

Source : Archive de Sophie Etienne, communiquée en juin 2020. Les noms des habitants ont été masqués.

L'on voit bien la logique décrite par Sophie Etienne, de numérotation par Cité (ici Cité Penarroja), par opposition à une logique de rue. Ces rues sont d'ailleurs peu visibles sur le cadastre, puisqu'elles sont en partie privées : l'on aperçoit sur ce plan cadastral la découpe de l'Impasse des usines, mais aussi bien la rue « Cité Kuhlmann » qu'une partie de l' « Impasse des Usines » sont figurés en pointillé sur la carte, traversant plusieurs parcelles privées.

Ensuite, Sophie et Françoise ont transféré les informations rassemblées par les habitants sur une carte participative en ligne : Open Street Map. Open Street Map (OSM) est une base de données libre et participative où chacun peut ajouter des informations, localisables dans l'espace. OSM se veut une alternative à Google Map et aux autres sites ou services cartographiques liés aux GAFAs. Elle est différente de Google Map dans le sens où se sont les usagers qui construisent la carte. Ils peuvent corriger les erreurs de Google Map et ajouter des observations pertinentes, des points de repère, des numéros de rue, des rues et des passages non cartographiés. De fait, certaines rues nommées « sans nom » sur Google Map peuvent avoir un nom sur OSM: Open Street Map permet aux usagers de s'approprier et de partager leurs usages de l'espace, la localisation de services ou de points remarquables. Autre avantage de taille, que nous a appris Sophie Etienne : Open Street Map sert de base à BANO (Base d'Adresses Nationale Ouverte)¹², la carte officielle utilisée par la Poste.

¹² <https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/base-d-adresses-nationale-ouverte-bano/>

Ce travail est participatif, mais c'est bien l'énergie collective et la coordination que Sophie, Françoise et Dominique ont apportées, qui ont permis de consolider le projet :

« Nous sommes passées plusieurs fois, Françoise et moi, sur place pour vérifier, comprendre, ajuster. C'était participatif. On a rencontré directement les habitants, échangé, pris le thé, expliqué notre projet d'amélioration de la distribution du courrier. On a échangé ensemble et chaque représentant de quartier proposait ce qui lui semblait important pour son quartier. Puis j'ai proposé des impressions de cartes : ils ont trouvé plus pertinent de compléter les cartes du cadastre, proposées par Dominique [Zussy], et chacun a complété à sa façon.

Par exemple, vers le 36 de la Montée des Usines je crois (je ne sais plus exactement), le numéro ne figurait pas sur OSM : on a complété mais on est repassées derrière systématiquement avec Françoise, pour bien comprendre. Nous n'avons rien ajouté [sur OSM] que ce qui était factuel et réel. » Sophie Etienne, entretien par courriel avec Claire Bénit-Gbaffou, juin 2020.

Ci-dessous, voici à quoi ressemble la carte des Montées des Usines sur OSM, enrichie grâce à cette initiative :

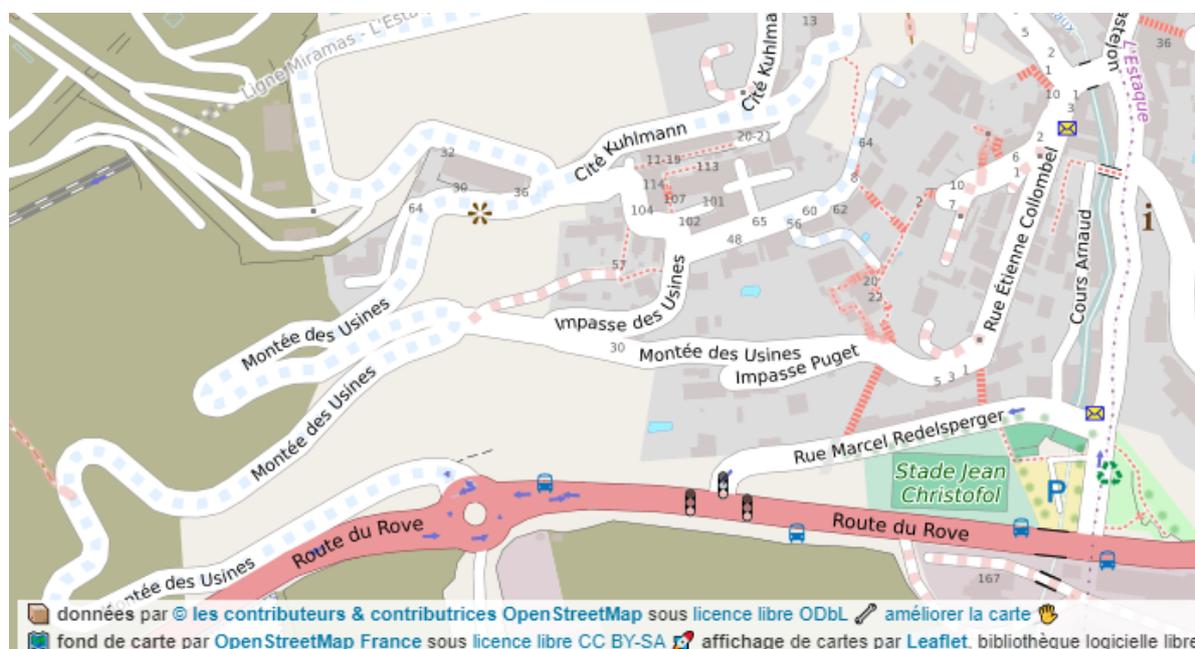


Figure 18: Extrait de carte OSM, 04/2020

Source : <https://www.openstreetmap.org/search?query=marseille%20riaux#map=18/43.36251/5.30587>

L'on voit bien, et nous avons appris à en mesurer l'enjeu grâce à nos interlocuteurs, comme le travail de collecte des numéros de rue auprès des habitants a été reporté sur OSM, apportant une précision d'information qui n'existait pas auparavant, notamment pour les facteurs¹³.

Au-delà de la localisation des numéros, la carte OSM figure aussi (en rouge) tout un réseau de cheminements, raccourcis piétons, traverses, escaliers qui donnent accès aux logements hors des routes. Il s'agit d'un réseau de rues informelles », aux statuts eux aussi flous, puisqu'il s'agit souvent d'espaces collectifs plutôt que publics. Le chemin d'accès à une cité, par exemple ; le prolongement d'une impasse qui permet aux piétons de continuer leur cheminement et rejoindre les autres rues formelles : toutes ces « rues » et chemins invisibles sur les plans, cadastres et autres Google Map, mais

¹³ Voir infra, deuxième partie de ce rapport.

qui correspondent aux espaces pratiqués par les habitants, à un réseau de rue invisible mais présent dans le quotidien des habitants. Ces pratiques de la rue, des rues aux statuts si différents, nous n'avons malheureusement pas pu les observer, ni interroger les habitants à leur sujet : mais ici Open Street Map nous a fait voir une autre dimension de la rue, la rue ni publique ni privée mais collective, informelle, connue et pratiquée par les seuls habitants experts de leur territoire.

Il y a encore des trous sur la carte, certains endroits ne sont pas renseignés, car Sophie et Françoise préfèrent ne rien écrire qu'écrire des choses fausses. Cet élément est intéressant car sachant que l'une d'entre elle vit au quartier depuis un moment, on pourrait penser qu'écrire le nom des rues et les numéros devrait être facile. Et pourtant, il semblerait que même avoir vécu dans le quartier pendant longtemps ne suffise pas à le connaître parfaitement tant il est complexe. Beaucoup de noms d'usage ne sont en outre pas les noms officiels.

« Certains noms ont été attribués par les habitants et par habitude. Par exemple, la « Cité des Contremaîtres », par distinction avec [ce qui était appelé] la « Cité des Arabes ». J'ai évité de le signaler, car cela peut heurter, même si l'on comprend aisément qu'il y avait des cadres d'un côté et des ouvriers migrants de l'autre : ils n'étaient pas mélangés dans les habitations qui ont été faites par et pour les usines. Pour autant, ce sont des noms qui étaient utilisés... Mais il est certain que nous ne pouvons pas utiliser ces appellations. De fait, on préfère parler de « Penarroya du haut » et « Penarroya du bas ».

S Etienne, entretien par courriel avec C Bénit-Gbaffou, juin 2020.

Toutefois, ces noms d'usage et cet histoire, intéressants y compris dans ce qu'ils reflètent des divisions sociales et des représentations d'hier et d'aujourd'hui, n'ont pas vocation à figurer sur OSM.

« Comme il s'agit de noms d'usages non officialisés, nous n'avons pas ajouté ces noms sur la carte. Nous nous l'interdisons sur OSM, tant que ce n'est pas fait de manière officielle. Françoise, plus que moi encore est très rigoureuse là-dessus, et n'ajoute que ce qui est officiel et juste. »

S Etienne, entretien par courriel avec C Bénit-Gbaffou, juin 2020.

Tout en comprenant cette logique et cette rigueur, et l'objectif spécifique à la cartographie d'Open Street Map (qui recoupe, mais diffère, de notre objectif de recherche), nous n'avons pas pu nous empêcher de regretter que ces autres cartographies, ces représentations de l'espace avec leur profondeur historique, ces noms d'usage connus des seuls habitants, la richesse de ces discussions micro-locales, mobilisés lors de cette initiative participative, n'aient pas été capturés sur un document. Mais le témoignage de Sophie, que nous avons retranscrit ici, et la documentation du processus (plus large au demeurant que la question de l'adressage), documents dont certains sont mis en ligne sur le site de son association Didac'Ressource¹⁴ - ouvrent un bel espace de réflexion, et peut être un autre projet de recherche à la suite du nôtre.

e. Remarque conclusive

En réalisant nos cartes pour ce rapport, pour nous un outil pour découvrir un site que nous ne connaissions pas et une façon d'apprendre les méthodes de la géographie, nous avons donc découvert à quel point les cartes constituaient un enjeu fort pour les acteurs du quartier. A quel point aussi la cartographie, la représentation de l'espace, était une démarche, une construction, et ici, un débat contradictoire et porteur de confusion entre de multiples cartes : carte cadastrale des parcelles aux propriétaires non connus ; cartes participatives à l'échelle de micro-quartiers ; cartes commerciales,

¹⁴ Voir <https://didac-ressources.eu/2017/03/09/les-riaux/>

grand public ou non ; cartes des représentations où des toponymes surgis de l'histoire hantent les mémoires collectives même s'ils ne sont inscrits nulle part ; carte des pratiques spatiales, des chemins, des raccourcis, des circulations connus des usagers réguliers du quartier, ou découverts au hasard d'une promenade.

Nous avons aussi découvert une facette de l'urbanisme marseillais, ce phénomène des rues privées, morcelées entre parcelles, qui n'ont jamais été dans le domaine public. Cette facette a été illustrée dans des recherches récentes de géographes à propos de l'urbanisme contemporain, qui divise d'anciennes bastides, construite sur de larges parcelles, en lotissements collectifs et souvent fermés dont il faut bien assurer l'accès, par des routes privées qui traversent ces parcelles (Dorier & Dario 2018). Ici l'histoire des rues privées, ou de leur statut mixte, est témoin d'un héritage industriel et paternaliste qui n'a pas (sans doute à la différence d'autres villes ?) été remis en cause par un urbanisme municipal volontariste, qui aurait fait de ces rues un patrimoine public à la charge des collectivités locales. A cet urbanisme paternaliste, industriel et privé, se sont ajoutées de logiques d'auto-construction par les habitants, que nous n'avons malheureusement pas pu étudier davantage ici – autre forme d'urbanisation « privée », parfois collective (sous l'égide notamment des solidarités syndicales et partisans propres au milieu ouvrier estaqueen du XXIème siècle) qui a peut-être également contribué à la confusion de l'adressage. Il nous reste à comprendre plus précisément pourquoi et en quoi les cartes sont un outil de l'action collective pour le quartier.

II. Problèmes de la rue et actions du CIQ sur l'espace public de la rue

Nous allons voir dans cette seconde partie le rôle et les actions que mène notamment le CIQ pour faire face aux différents problèmes posés dans ce quartier par le statut privé d'une grande partie des rues. Comme nous l'avons vu précédemment, la grande majorité des routes aux Riaux sont privées et appartiennent soit aux usines, soit à des copropriétés d'habitants plutôt modestes. C'est cette privatisation de l'espace qui engendre des confusions entre les acteurs, et sur qui doit s'occuper de l'entretenir, de la surveillance et de viabiliser les routes.

Dans ce contexte, il nous semble important de préciser le sens du terme « privatisation ». Au sens propre du terme, privatiser signifie une « action de transférer au secteur privé une activité, une entreprise qui appartenait au secteur public ». Il ne s'agit pas ici de routes qui sont devenues privées volontairement, mais bien d'un espace qui l'a toujours été. En effet, il s'agit d'un domaine privé qui appartient ou appartenait aux anciennes usines qui ont procédé à l'aménagement du territoire au XIX^{ème} siècle, aussi bien dans sa partie industrielle que dans sa partie résidentielle : à l'époque c'était bien les compagnies industrielles qui étaient les aménageurs du territoire, et construisaient les espaces résidentiels pour leur main d'œuvre. Depuis, ces compagnies ont transféré leurs titres de propriété : soit aux habitants (les copropriétés ouvrières, les cités), soit à des filiales ou des compagnies chargées de la dépollution des sites, où l'activité productive a été abandonnée depuis plusieurs dizaines d'années.

En outre, bien qu'il s'agisse d'un domaine presque entièrement privé, nous sommes sur des routes passantes, ouvertes au public.

Il n'y a donc pas eu « privatisation » des rues au sens propre du terme, ni dans le sens d'une dynamique (passage d'un espace public à un espace privé dans le statut de propriété), ni dans le sens d'une baisse d'accessibilité. Mais, toutefois, le terme de « privatisation » de l'espace public a un sens pratique pour nous, pour désigner de manière simple et efficace des rues à caractère public, où circule et se rassemble le public, mais détenu officiellement par des entreprises privées. C'est un raccourci d'expression utile, pour éviter de parler du statut privé de la propriété des rues. Nous l'utiliserons donc ici en dépit de ses ambiguïtés.

Lors de notre premier entretien avec Dominique Zussy, il nous a expliqué de quelles façons le CIQ pouvait agir pour pallier aux différents problèmes et limiter les conflits entre les différents acteurs. En effet, au Riaux l'enjeu du CIQ est de lisser les relations entre les différentes cités. Le CIQ a un rôle de médiateur entre les usines et les habitants du quartier.

« On est dans un cas très particulier parce qu'on est sur des voies privées, sur un domaine entièrement privé qui appartient aux usines, dans lequel il y a des copropriétés qui sont les cités donc c'est un contexte juridique qui est très complexe. Il est complexe quant aux droits et aux devoirs de chacun. On est là pour essayer de mettre de l'huile dans les rouages, pour essayer de faire tourner un peu rond cette machine bancaire, ce n'est pas évident. »

Dominique Zussy, entretien en compagnie de Josette mené par EB², mars 2020

La gouvernance d'un territoire en partie privé, où se trouve des quartiers avec des habitants qui n'ont pas forcément avoir avec les anciennes usines, rend le système compliqué, et comme nous l'indique Dominique Zussy, le rôle du CIQ et de faire prendre à chaque acteurs la part de leurs responsabilités pour que la cohabitation soit la moins conflictuelle possible.

Dans cette deuxième partie, nous allons voir comment, à travers ces différentes actions, le CIQ présente les différents problèmes auxquelles il doit faire face avec les habitants, engendrés majoritairement par cette « privatisation » de l'espace. Dans un premier temps, nous évoquerons la question de l'adressage et du doublon dans la rue des Montées des Usines, puis l'entretien et le nettoyage de la rue, et enfin, la viabilisation de celles-ci.

a. Les enjeux de la clarification du nom des rues et de l'adressage

L'un des principaux problèmes de ce quartier réside dans le doublon du nom des rues. Effectivement, deux routes portent le même nom : « Montée des Usines ». Cela engendre de nombreuses confusions.

Dominique Zussy nous a expliqué en entretien, l'origine du problème du doublon dans le nom des rues. Il s'agit d'une non prise en compte du territoire déjà existant de la part des différents acteurs, et notamment des usines qui sont à l'origine de ce doublon dans l'appellation des rues. Indirectement, la mairie et les services publics sont également impliqués dans ce problème, puisqu'ils ne sont pas intervenus pour empêcher le « baptême » de cette rue.

Émilie : « Pour bien les différencier, on sait qu'il y en a une que vous appelez « Montée » et une que vous appelez « Route », c'est vous qui appelez cela comme ça ? Officiellement ça s'appelle deux fois la « Montée des Usines » ? »

Dominique : On a demandé à la Mairie de changer le nom de la Montée des Usines privé, qui a été nommée par les usines, sans se préoccuper de savoir qu'il y avait une Montée des Usines publique qui existait déjà. La mairie a laissé faire, les services publics ont laissé faire également, parce que les difficultés de changer le nom d'une rue, c'est aussi de changer toutes les adresses fiscales, administratives, EDF... toutes ces adresses-là, pour la sécurité sociale tout ça, les gens ont leur adresse Montée des Usines »

Entretien avec Dominique et Josette, mené par EB², mars 2020

En discutant avec D. Zussy et Josette, nous avons saisi la confusion qu'il y avait dans le nom de cette route. Officiellement, comme nous l'a affirmé Josette, la grande montée (c'est-à-dire celle de l'Ouest) n'a pas de nom.

Dominique : « Ça s'appelait la route Penarroya avant... »

Josette : Non non non, pas du tout ! Elle n'a pas de nom ! Moi quand les pompiers sont venus, que j'ai milité pour les pompiers quand on a été évacué deux fois, et que les pompiers sont venus avec la carte, ils cherchaient le nom... : 'Madame vous voulez que je vous dise comment ça s'appelle ici ?' Eh bien sur leur carte, il y a marqué 'Route sans nom' ! Je ne l'invente pas ! Et ils étaient là !

Dominique : Le véritable problème il est là, c'est qu'il y a un vrai danger, parce que même la police, si on l'appelle aujourd'hui, en disant 'il y a une agression Montée des Usines', ils ne savent pas où c'est ! Il faut leur indiquer le chemin »

Entretien avec Dominique et Josette, mené par EB², mars 2020

Ce dialogue soulève encore une fois le problème de la localisation et de l'adressage, notamment pour les secours. Cela représente un réel danger en cas d'urgence pour donner les coordonnées géographiques à la police ou aux pompiers. Il faut les avoir par téléphone afin de les guider.

Nous allons voir à travers deux récits d'une habitante, les adaptations individuelles que développent les habitants face au problème d'adressage, pour répondre pratiquement à ce problème.

« Alors la livraison, c'est toujours une catastrophe ! Moi je donne mon numéro de portable, je lui dis dès qu'il est en bas, qu'il m'appelle le livreur et je le guide. Mais je crois que j'ai eu qu'une seule fois, c'était Darty qui a sonné et qui a trouvé du premier coup ! J'ai dit 'ce n'est pas possible'... Sinon même UPS et tout, ils ne peuvent pas, ce n'est pas cadastré. Bon ce n'est pas dramatique mais c'est un peu embêtant ! » Entretien avec Claude, EB², mars 2020

Claude évoque ici le problème d'adressage par rapport au courrier. Elle doit effectivement entrer en contact téléphonique avec les livreurs afin de les guider. Cela représente une contrainte supplémentaire, car elle doit obligatoirement être sûre d'être chez elle lorsqu'elle reçoit un colis.

Sophie Etienne nous explique aussi que tant que c'est toujours le même facteur qui distribue le courrier, il n'y a pas trop de problèmes car il connaît bien le quartier et les habitants, mais s'il doit partir et être remplacé, là c'est plus compliqué. Elle nous explique aussi que plusieurs fois il y aurait eu des difficultés à ce sujet.

« Il existe des rumeurs : il y aurait eu des personnes qui auraient vu certains facteurs jeter des courriers à la mer, d'autres jeter des courriers au feu... Cette histoire de courrier porte des enjeux importants notamment quand les personnes sont isolées, ne pas recevoir le courrier, d'autant que si c'est des courriers importants, pour des allocations, pour des lettres liées à leurs droits, c'est compliqué. »

Entretien téléphonique avec Sophie Etienne, EB², mars 2020

Dans son témoignage, Sophie Etienne ne blâme pas les facteurs et prend ces rumeurs avec du recul. On sait que même si ces événements se sont peut-être produits, d'une part il n'y a aucune preuve et, d'autre part, ils ont pu être déformés ou mal interprétés. On sait qu'il y a régulièrement des problèmes avec des courriers qui n'arrivent pas, mais la faute ne revient sans doute pas uniquement aux facteurs mais bien plutôt à la complexité de ce quartier.

Le deuxième problème, qui représente un réel danger pour les habitants, c'est de se localiser en cas d'urgence pour les secours et notamment les pompiers.

« Ah les pompiers, j'ai eu à les appeler une fois, heureusement je n'étais pas mourante. Ils étaient tout en haut, je voyais les gyrophares, je les ai guidés pour qu'ils arrivent jusque-là. Ce n'est pas possible là en cas de danger... »

Entretien avec Claude, EB², Mars 2020

Encore une fois, une habitante a dû se poster et guider par téléphone les secours. Cela poserait de réels soucis de sécurité en cas de personne inapte à guider par téléphone en cas d'urgence.

Le CIQ tente d'apporter des solutions collectives pour pallier au problème du doublon des rues et à la confusion qui réside dans l'adressage.

Dominique Zussy s'est ainsi renseigné pour essayer de faire changer le nom des rues, afin qu'il n'y ait plus ce doublon dans le nom des rues, cela résoudrait aussi en partie les problèmes de courrier. Pour cela, il s'est adressé directement à la Mairie de secteur.

« Moi je m’y suis penché, j’ai demandé à l’adjoint à la voirie, de la Mairie de secteur, s’il existait un service. Parce que ça arrive souvent que les villes changent le nom d’une rue, s’il existait un service municipal, à la Mairie centrale ou à la métropole je ne sais pas, qui se chargerait de changer l’ensemble des adresses auprès des administrations et des services concédés »

Entretien avec Dominique. Zussy et Josette, EB², Mars 2020

On comprend dans ce récit que D. Zussy a tenté d’agir auprès de la Mairie ne connaissant pas réellement le fonctionnement de cette procédure. L’on voit également que les groupes de résidents ne travaillent peut-être pas toujours suffisamment en réseau, car la question du changement de nom des rues est le cheval de bataille d’autres acteurs du quartier, porté par des élus locaux auprès d’une commission municipale ad hoc :

Renommer les rues de l’Estaque pour célébrer les acteurs locaux

Extrait du journal local, *Le Petit Estaqueen*, 26 novembre 2019 :

« Le rapport n°29 remettait en cause la décision prise par le cabinet du maire de rejeter une proposition déjà actée en commission [du conseil municipal], celle de donner le nom de Kader Tilghit à l’une des rues de notre quartier. Il s’agissait d’une proposition de notre ami et conseiller municipal, Roland Cazzola qui l’avait soumise à juste titre. Le président de la commission, Jean-Luc Ricca, s’est excusé de ne pas avoir suffisamment défendu ce dossier auprès du directeur de cabinet du maire ».

Et l’article de citer La Provence, 26/11/2019 :

EN BREF

Rue Kader-Tighilt : le cabinet du maire désavoue la commission. Le dossier tenait visiblement à cœur à Roland Cazzola (PS) : "J'avais proposé le nom de Kader Tighilt à la commission de dénomination des voies. C'était un enfant de L'Estaque qui n'a eu qu'un but dans sa vie : aider les jeunes des quartiers à se réconcilier avec la République." Mais après un vote positif de la commission, le nom de Kader Tighilt a disparu de la délibération votée hier. L'élu PS accusait Claude Bertrand, directeur de cabinet du maire. Le président de la commission, Jean-Luc Ricca (Agir) passait la balle à l'aile : "Je n'ai peut-être pas suffisamment défendu ce dossier lorsque j'ai rencontré le directeur de cabinet." Jean-Claude Gaudin concluait sèchement : "Je le mettrai à l'ordre du jour du prochain conseil."

<http://www.lepetitestaqueen.com/2019/11/le-petit-estaqueen-s-invite-place-bargemon.html>

Renonçant à faire rebaptiser la rue officiellement – d’autant peut être que la Montée des Usines industrielle (côté ouest) est relativement peu utilisée, étant peu résidentielle et desservant pour l’instant des friches industrielles non réaménagées- le CIQ a proposé de rebaptiser *informellement* l’une des deux rues, pour pouvoir la distinguer de l’autre.

Au sein du CIQ, les discussions pour renommer l’une ou l’autre rue ont été mouvementées, toutefois. Car, en plus de la difficulté administrative et juridique à changer le nom d’une rue, le CIQ est aussi confronté à des oppositions de la part des habitants. Les habitants, surtout les plus anciens, qui ont connu l’époque des usines, ont un fort attachement identitaire vis-à-vis de leur lieu d’habitation et de leur adresse. Effectivement, après des dizaines d’années à posséder la même adresse, certains ne veulent pas changer du jour au lendemain, sans doute pour des questions pratiques, d’habitude et d’attachement.

« Mais par contre, on a des oppositions de la part des habitants, hier j'en ai encore parlé à P.K(s'adresse à Josette), pour lui cela fait 30 ans que ça s'appelle Montée des Usines... » Entretien avec D. Zussy et Josette, EB², mars 2020

Il a donc été proposé de renommer la Montée des usines industrielle (côté ouest) : « La *Route* des usines » - l'idée étant de ne pas trop changer le nom pour ne pas heurter les habitants attachés aux noms de ces routes.

Ce baptême informel et collectif reste encore à diffuser auprès des habitants, pour faire en sorte que l'usage collectif remplace la norme administrative pour guider les pratiques postales. Nous n'avons pas pu dialoguer avec les habitants pour voir si cette dénomination informelle était déjà passée dans les mœurs.

Enfin, nous l'avons déjà évoqué plus haut, un travail de cartographie participative a été initié par Sophie Etienne, en collaboration avec le CIQ et Dominique Zussy, et avec Françoise. Munis de leur carte complétée sur Open Street Map, Sophie Etienne et Dominique Zussy, accompagnés d'un autre membre du CIQ, sont rendus à la Poste du quartier, pour présenter leurs cartes aux facteurs, et tenter ensemble de trouver des solutions à ce problèmes.

« On a fait des recherches, et effectivement Open Street Map c'est la base des cartographies qui sont utilisées par la Poste. La carte OSM est directement liée à BANO [Base d'Adresses Nationale Ouverte], qu'utilise la Poste. » S. Etienne

L'enrichissement de cette carte est donc important pour faciliter la pratique des facteurs – un outil auquel les habitants eux-mêmes peuvent contribuer : ici coordonnés par les acteurs collectifs comme Didac'Ressources et le CIQ.

Toutefois, les tentatives de coordination plus formelles entre cette cartographie participative et le travail de la Poste, a fait long feu. En effet, le jour de la visite du CIQ, les facteurs étaient en grève. Sophie nous raconte :

« Et ce jour-là, on a attendu longtemps parce qu'il y avait la grève des facteurs. Et quand on a été reçu par une responsable, elle disait « Ah, c'est super bien ! Vous allez pouvoir nous aider dans la cartographie sur la question du découpage des secteurs pour les facteurs ».

Sauf que, en sortant, on a discuté aussi avec les facteurs grévistes... et le problème c'est que du coup on se retrouve un peu le cul entre deux chaises. C'est qu'en voulant aider les habitants, il ne faut pas non plus qu'on mette en danger les facteurs, sur des conditions de travail qui seraient pire parce qu'on participerait à un redécoupage...

[...] Si j'ai bien compris, la direction de la Poste, dans le cadre du démantèlement, veut réduire le nombre de facteurs par un découpage différent, plus « rentable ». Les facteurs faisaient grève justement relativement à ces nouvelles conditions imposées. La cartographie OSM directement liée à BANO, permet je pense de mieux travailler sur le redécoupage des tournées, ce que ne souhaitent pas les facteurs.

J'ai donc laissé le projet en suspens pour l'instant. D'ailleurs la direction de la Poste devait nous recontacter et ne l'a pas fait. Ce qui se profile, c'est une fusion avec la Poste du Rove, je crois. Pas tout bien compris... Mais, j'ai parlé de la carte OSM avec le facteur du quartier. »

Entretiens avec S. Etienne, EB² et CBG, mars et juin 2020

Ici, l'enjeu est certes, d'aider les habitants en aidant les facteurs, mais leur travail peut avoir des conséquences auxquelles ils ne s'attendaient pas. En effet, en soumettant cette carte à la Poste, ils auraient pu, sans le vouloir contraindre les facteurs à faire face à des redécoupages de leur territoire et ainsi complexifier d'avantage leur travail en leur proposant un terrain plus grand ou un nouveau terrain qu'ils ne connaîtraient pas encore. Ils se sont donc posé la question de s'il était nécessaire ou non de continuer leur travail. En collaboration avec la Poste, des idées ont été proposées, comme celles de placer des boîtes aux lettres collectives en bout de rue. Cependant, cela entraîne des avantages et des inconvénients car il y a des personnes âgées ou à mobilité réduites qui ne peuvent pas se déplacer.

En tout cas, la discussion est ouverte et la société civile des Riaux a permis, par ses mobilisations, une mise en lien entre les habitants et les institutions publiques, pour résoudre les problèmes concrets du quotidien. La disponibilité de l'outil OSM enrichi par la cartographie des habitants, l'interaction avec le facteur du quartier, est une avancée pratique immédiate ; le dialogue plus formel avec les institutions publiques porte, comme souvent, sur le plus long terme.

b. L'entretien des rues : lutte contre les dépôts d'ordures sauvages

Nous allons à présent parler d'un autre problème important sur la route des usines, qui concerne le nettoyage et la surveillance de la rue. Ce problème a été abordé dans chacun de nos entretiens, et nous avons également pu l'observer de nous-même sur le terrain.

Les voitures brûlées représentent un problème conséquent dans ce quartier. Sur la page Facebook « CIQ de l'Estaque-Riaux » créée par le CIQ dans le but d'interagir entre membres, ou non, du CIQ, on a pu constater que les dépôts sauvages et notamment des voitures brûlées était un problème récurrent, souvent évoqué de la part des habitants, avec à chaque fois, des photos à l'appui.



Figure 19: Publications de carcasses de voiture issues de Facebook, 04/2020

Ces deux publications Facebook ont été faite par la même habitante, la première le 12 octobre 2019 et la deuxième le 18 novembre 2019. L'intervalle de temps entre ces deux publications est court, on constate donc qu'il s'agit d'un problème récurrent, qui de plus, révolte une grande partie des habitants au vu de leur réaction dans les commentaires. Certains ont peu d'espoir dans l'amélioration de cette

situation : « que faire, cette route, il n’y a jamais personne, ce sera toujours pareil. Je suis écœurée de cet incivisme grandissant ».

« Les voitures brûlées, il en avait énormément, énormément le long de la route et ces véhiculent restaient pendant deux mois. Les épaves restaient deux, trois mois le long de la route ! Maintenant elles sont évacuées, c’est la police qui s’en charge. Mais on fait en sorte qu’en 48h, comme dans tout le quartier, COMME DANS TOUT LE QUARTIER, il n’y a d’exception sur cette route-là, les véhiculent soient retirés. Déjà il y en a moins, il y en a moins qui viennent parce que quand il y a un véhicule brûlé ça en attire un autre. »
Dominique, entretien avec D. Zussy et Josette, EB², mars 2020

Le CIQ est parvenu à créer des liens avec la police et ainsi améliorer des problèmes de sécurité dont se plaignent les habitants.

« On a quand même amélioré un peu sensiblement, réglé les problèmes de sécurité, les appels à la police, les relations avec la police. On a réussi à re créer des liens avec la police parce que ce n’était pas évident. » Dominique, entretien avec D. Zussy et Josette, EB², mars 2020

Ainsi, en créant du lien avec la police et le commissariat local, les carcasses de voitures brûlées sont évacuées très rapidement. Dominique Zussy a fortement insisté sur le fait qu’aucun espace du quartier n’était laissé de côté, il mène des actions qui concernent la totalité du quartier. La voirie constitue « le principal cheval de bataille » du CIQ nous a-t-il dit.

L’établissement de ce lien direct avec le commissariat de l’Estaque a aussi permis de régler d’autres problèmes, a priori qui ne sont pas du ressort de la police : la question des encombrants et des dépôts d’ordure sauvages dans les espaces publics du quartier – et notamment dans ses rues, et celles qui, propriété des usines, sont en théorie de leur responsabilité.

Lors de la visite de la Route des Usines avec Mr Zussy en février 2020, on s’est rapidement arrêtés près d’un dépôt sauvage et D. Zussy nous a expliqué qu’il était composé d’amiante, et par conséquent, personne ne voulait prendre le risque d’y toucher, compte tenu du caractère très toxique de ce matériau.



Figure 20– Dépôt sauvage sur la Montée des Usines (Ouest), © EB, février 2020.

Lorsqu’il s’est présenté à la déchetterie avec un bout de tuyau d’amiante, les employés de celle-ci lui ont répondu qu’il fallait qu’il l’enterre dans son jardin. Il avait donc abordé l’entreprise Recylex pour

négozier avec eux afin qu'ils retirent eux-mêmes les dépôts toxiques puisqu'il s'agit de leur propriété, mais cela n'a pas été fait.

Note de terrain, EB, février 2020

Effectivement, comme dans toutes les villes de France, le problème persiste car même les déchetteries ne prennent pas les déchets toxiques. En outre, compte tenu du statut privé de la voirie, il n'y a pas d'intervention des services publics pour faire évacuer les déchets.

Dominique Zussy nous a également raconté avoir entrepris plusieurs actions avant de résoudre le problème des tas d'ordures systématiquement déposés aux alentours du stade de football, en bas du quartier des Riaux. Il avait remarqué qu'il y avait des caméras de vidéo-surveillance sur le lieu, il a donc contacté la mairie de secteur pour savoir si c'était possible d'identifier les coupables grâce à ces caméras. Mais la maire de secteur lui a répondu que ce n'était pas de son ressort. Il s'est donc adressé à la Mairie centrale, mais on lui a dit que les mairies n'avaient pas accès aux images de vidéo surveillance.



Figure 21 – Dépôts sauvages près du terrain de foot des Riaux

Source : Tighidet N, *La Provence*, 2018

Il s'est donc directement adressé à la police, car il connaissait le commissaire de par son statut de Président du CIQ. La police lui a dit qu'il suffisait qu'il porte plainte en tant que CIQ et que la police pourrait ainsi se saisir des images des caméras. Grâce à cela, la police a pu voir la plaque d'immatriculation et identifier le coupable. Celui-ci a été interpellé et condamné à retirer son dépôt d'ordures ainsi que tous les dépôts de cette zone, ainsi qu'à payer une amende.

Dans l'article de la Provence (Tighidet 2018) consacré à cette histoire, le président du CIQ commente : « cela vient prouver que rien n'est inéluctable. La ténacité et le pragmatisme sont autant d'armes restant à la disposition de tous pour faire face à ce fléau. Ceci constitue une vraie mise en garde à tous ceux qui prennent les espaces publics pour des décharges. La police n'est pas impuissante, et les caméras sont efficaces ».

Depuis, selon Dominique, il n'y a plus aucun dépôt sauvage près du stade de foot ! Selon lui, cette histoire a circulé dans le quartier, s'est fait entendre et tout le monde est désormais au courant. « Maintenant, les dépôts sauvages se font sur le parking du quai, c'est le GPMM qui s'en charge » a

rajouté Dominique, avec un petit sourire. Il est vrai que ce parking tout neuf, qui n'a jamais été utilisé, alors que l'espace public manque de manière si criante dans le quartier, n'est pas un des moindres paradoxes du quartier !

Notes de terrain, EB² complétées par C. Bénit-Gbaffou

La surveillance par caméras vidéo s'est avéré être une solution efficace pour éliminer sur cette zone les dépôts d'ordures sauvages – même si ce n'était sans doute pas leur objectif initial ! Cela rejoint les travaux scientifiques, montrant que les caméras de vidéosurveillance, peu efficaces pour lutter contre la criminalité (Muchielli 2018), l'est davantage contre les délits (de stationnements, de dépôt d'ordures, de vandalisme divers).

Pendant longtemps, des dépôts étaient au vu des caméras mais leur présence n'était pas verbalisée car selon les propos de la mairie rapportés par Dominique Zussy, l'accord entre police et mairie était en cours de signature. Or la préfecture a affirmé à D. Zussy qu'il n'existait pas d'accord spécial pour les dépôts sauvages. Cet argument est donc largement discutable.

On voit ici que le président du CIQ s'est démené pour régler le problème, et s'est servi de son réseau, en l'occurrence ici avec la police, pour faire évacuer les déchets sur la voie publique, dont la mairie de secteur et la mairie centrale ne se chargeaient pas. Pour le président, c'est essentiel de veiller à la propreté des espaces publics : au-delà des questions de « aux crottes de chien » dont on accuse souvent les CIQ de faire une montagne, il s'agit ici de veiller sur les rares espaces publics du quartier : ce dépôt en effet jouxte un terrain de foot largement utilisé par les enfants et les jeunes gens du quartier.

Cette action a eu une autre retombée : il a pu être constaté que la sénatrice et ancienne maire de secteur, Mme Samia Ghali, qui avait sans doute été interpellée à ce sujet par le CIQ, s'est inspirée de cette histoire pour proposer un amendement législatif, grâce à sa position de sénatrice, pour permettre aux collectivités locales (et aux maires en particulier), d'avoir un accès direct aux images des caméras de vidéosurveillance dans l'espace public¹⁵. Cette action s'ajoute à de nombreuses autres tentatives pour doter les maires et les élus locaux d'instruments pour lutter contre les décharges sauvages¹⁶. Malgré le fait que cet amendement n'ait pas abouti, cela montre que l'action des CIQ inspire les politiques, c'est un bel exemple de remontée de l'action citoyenne vers le politique.

c. L'enjeu de la viabilisation

Un troisième problème engendré par la privatisation des rues concerne la viabilisation de celles-ci. En nous promenant le long de la Route des Usines, nous avons pu observer une différence très fortement marquée concernant la qualité des routes selon les acteurs qui la détiennent.

D. Zussy nous a expliqué que la métropole refusait de refaire et de viabiliser les routes qui ne sont pas publiques dans le quartier – ce qui en concerne un certain nombre, dont la Route des Usines.

La responsabilité en revient en effet à leurs propriétaires privés, Retia et Recylex : seule Retia a refait le revêtement de la partie de la route incluse sur son territoire. En revanche, la partie appartenant à Recylex, et qui dessert un certain nombre d'habitations, reste mal entretenue. Il ne s'agit pas d'ailleurs

¹⁵ Voir Amendement n°561 du 16/10/2019, consulté sur <https://www.nossenateurs.fr/amendement/20192020-013/561>.

¹⁶ Par exemple la création d'une écotaxe pour financer la gratuité des déchetteries – afin d'inciter plutôt que de sanctionner les dépôts d'ordures (voir question écrite du 12 avril 2018 : <https://www.nossenateurs.fr/question/15/04369>); ou le remplacement de la procédure pénale lourde par une procédure administrative plus légère comme outil d'intervention pour les maires confrontés aux dépôts d'ordures sauvages (amendement 429 au 06/10/2019, <https://www.nossenateurs.fr/amendement/20192020-013/429>).

du seul revêtement de la chaussée, mais aussi de la réhabilitation des réseaux d'infrastructures souterrains (les égouts, l'électricité, le téléphone...). Tout cela nécessite de faire de gros travaux en amont qui couleraient cher.

Pour la métropole, s'y ajoute l'argument que la route n'a pas d'intérêt de circulation pour la ville : il s'agit en effet d'une voie sans issue qui tombe sur un ravin.

D. Zussy pense que c'est lorsque ces terrains seront vendus et que des promoteurs seront désignés (mais cela ne se fera pas de sitôt) que les routes seront refaites. L'intérêt financier fera accélérer la situation. Il s'agit ici d'un problème plus large, car le massif de la Nerthe est rendu inconstructible par un grand nombre de facteurs, ce qui rend sa réhabilitation moins intéressante financièrement pour se propriétaires autant que pour les pouvoirs publics.

Note de terrain, EB, février 2020 (complétées par CBG)

Effectivement, le massif de la Nerthe est inconstructible tout d'abord car le terrain sur lequel il est envisagé d'aménager de nouveaux équipements se situe sous un autre terrain souillé, ce qui entraîne des eaux de ruissellement contaminées sur les terrains du bas. Ces terrains doivent être dépollués par l'entreprise Recylex, qui ne cesse de repousser l'échéance de la fin de la dépollution, cela pourrait prendre alors encore quelques années.

Le second problème est celui des nuisances sonores causées par la présence des couloirs d'avion au-dessus du site, et qui rend le massif inconstructible pour des habitations permanentes. Il faudrait que les couloirs aériens soient modifiés, afin de pouvoir y construire des espaces de logements. Sans cette suppression des nuisances sonores, seuls les aménagements accueillant des populations temporairement peuvent être envisagés. Il a déjà été envisagé de construire sur cette zone un musée de la mer, une galerie commerciale, ou encore un aquarium géant. Ce massif fait face à vue exceptionnel sur la mer, Il a également été envisagé d'accroître l'espace public tout en protégeant le massif en créant des lieux de randonnées.

« C'est une voie privée, ça n'est pas entretenu par la ville, ça n'est pas éclairé, il n'y a pas d'éclairage du tout ! Il n'y a pas d'entretien quoi... Ce qui fait que comme il y a beaucoup de gens mal intentionnés qui jettent des gravats, des trucs comme ça, on n'a pas de recours. Et encore le major du commissariat est très complaisant, mais il faut que ce soit les usines, donc le propriétaire qui porte plainte, qu'il aille déposer une main courante et c'est compliqué. Ça prend du temps et puis il faut les enlever les gravats, et qui va les enlever ? C'est un gros problème ça »

Entretien avec Claude, EB², Mars 2020

Dans ce récit, Claude insiste sur le fait que c'est de la responsabilité des Usines d'enlever les dépôts qui ne sont pas gérés par les services publics comme nous l'avons vu précédemment. Mais elle explique également que la gestion de la voirie est compliquée, car cet espace privé est mal viabilisé, avec notamment une absence d'éclairage public. Cela affecte fortement l'espace car le fait que les rues ne soient pas éclairées peut contribuer à augmenter la fréquentation nocturne et les pratiques informelles, cela montre bien la négligence de la métropole vis-à-vis de cet espace.

Claude : « Tant que c'était Retia, ils ont fait vraiment une bonne campagne d'information et une fois par an il y avait une journée porte ouverte. Ils nous recevaient en bas, il y avait une petite explication, une petite vidéo pour nous expliquer ce qu'ils faisaient. Ils nous ont fait visiter, moi j'ai visité plusieurs fois, tout à fait en haut voir les airs de confinement. C'est assez intéressant. Aussi assez inquiétant mais intéressant !

Émilie : *Et Recylex vous tient informés un peu de l'avancée de la dépollution ?*

Claude : *Ah pas du tout ! Alors eux pas du tout ... Si on y va on a un interlocuteur, Dominique a dû vous dire qu'il y avait une personne qui faisait la liaison, il n'appartient pas vraiment à l'usine mais on peut la joindre. Enfin moi je l'ai appelé déjà deux fois parce qu'il y a eu un dépôt d'éverite, plein d'amiante sur le bord de la route, alors 'oui oui je m'en occupe, je transmets'. Mais bon il ne s'est rien passé. Et Josette a envoyé les photos... il y a un bon contact mais le suivi... »*

Entretien avec Claude, EB², mars 2020

Dans ce récit de Claude, on comprend la difficile relation entre les compagnies et les habitants. Retia mène une très bonne campagne d'information selon cette habitante, ils font annuellement une journée porte ouverte. En revanche, l'entreprise Recylex n'informe pas les habitants sur l'avancée de la dépollution et Claude trouve cela regrettable.

Enfin on va voir comment agit le CIQ concernant la réfection des routes et des réseaux, mais aussi la dépollution du site.

« On demande aux usines de faire faire des prélèvements et des analyses de sol qui les obligeraient, si pollution avérée, de refaire des voies. Parce que c'est évident qu'on n'est pas dans un quartier 'bobo', il n'y a pas d'argent et donc les gens n'ont pas les moyens de se payer des voiries. Donc on essaye de palier à tout ça en essayant de faire prendre la responsabilité aux uns et aux autres » D.Z

Entretien avec D. Zussy et Josette, EB², Mars 2020

Dans ce récit, Dominique Zussy évoque la dépollution et le rôle qu'ont les usines dans ce processus. En effet, la seule obligation des usines est de dépolluer le site, mais elles n'ont aucune obligation légale d'entretenir la voirie. Mais, l'une des manières de leur faire prendre leurs responsabilités et de les obliger à refaire et à tenir propre la voirie, c'est de souligner la pollution des routes. La dépollution sert donc d'instrument d'action pour le CIQ et c'est un moyen de faire entretenir les routes par les usines.

Le CIQ, et surtout D. Zussy, agit en rentrant en contact avec les usines. Celles-ci doivent réaliser des analyses pour quantifier l'étendue de la pollution et ainsi continuer la dépollution des routes qui leur appartient.

Se pose alors un autre problème qui est savoir que faire des portions de rue qui sont la propriété des cités et des copropriétés ouvrières ? Ces voies privées posent problème car elles sont à la charge des petits propriétaires, qui, comme le dit D. Zussy, n'ont pas beaucoup d'argent et certainement pas les moyens de refaire les rues.

Un exemple est donné par la journaliste Myriam Guillaume (2016) à propos de la montée Castejon, où de multiples éboulements sur la rue, privée, mettaient en danger les usagers et nécessitaient d'importants travaux de réfection et de sécurisation. Le propriétaire privé s'est déclaré dans l'incapacité de faire face à ces dépenses, et c'est finalement (après 8 ans de procédures) la mairie qui a sécurisé la rue.

#Marseille : huit ans après, la montée Castejon respire...

Écrit par Myriam Guillaume | mercredi 6 avril 2016 09:38 | Imprimer



Il ne reste désormais plus qu'à enlever les plots de béton pour que les riverains puissent emprunter, après 8 ans de paralysie, le trottoir. Photo UMUT AKAR L'utilisation de l'article, la reproduction, la diffusion est interdite - LMRS - (c) Copyright Journal La Marseillaise

Le 11 décembre 2008 du côté de l'Estaque à Marseille, un éboulement de terrain condamne en partie la voie qui mène aux Riaux. Mardi, la montée Castejon a enfin été rendue entièrement accessible.

Figure 22 – Eboulement à la montée Castejon

Source : Guillaume 2016

Une autre question concerne les réseaux de services souterrains, sous-jacents à ces rues privées. Lors de la visite de la Route des Usines, Dominique Zussy nous a expliqué que quelquefois, l'eau n'était pas gérée de façon individuelle. Il arrive que des compteurs électriques soient placés en bout de cité et que les habitants se partagent l'eau. Cela évite à la SEM (Société des Eaux de Marseille) d'entretenir le réseau d'eau jusqu'en haut.

Mais parfois, ces compteurs collectifs posent d'autres problèmes. C'est le cas raconté par le journaliste Rémi Simonpietri (2015) à propos du Vallon des Riaux, dont la seconde partie de la rue est la propriété et la responsabilité de Lafarge Ciments. A partir de factures d'eau disproportionnées, signalant d'importantes pertes en eau depuis des canalisations vétustes, les habitants ont interpellé la mairie, et le Groupe des Eaux de Marseille, pour qu'elles procèdent aux réhabilitations nécessaires du réseau. Les deux acteurs publics ont rétorqué qu'ils n'avaient compétence à intervenir que sur les voies publiques de la ville, et qu'il faudrait demander à Lafarge de prendre en charge le coût de travaux (compteurs individuels pour limiter le dérapage des factures). Mais le problème de fond – la vétusté du réseau d'eau, lui, reste entier...

Des compteurs d'eau qui ne tournent pas rond

Des installations vétustes, des compteurs qui ne sont pas aux normes, penchés et mal isolés... C'est le lot quotidien de beaucoup de maisons appartenant à des voies privées aujourd'hui à Marseille. Et les habitants du vallon des Riaux, dans le 16^e arr., en savent quelque chose. Des années que 26 habitations de la voie, appartenant à Lafarge ciment, réclament au Groupe des eaux une équité dans les factures d'eau qu'ils paient.

Cette semaine, Samia Ghali, sénatrice-maire PS du secteur, ainsi que Sylvie Giry, responsable du service travaux de l'agence du groupe des eaux de

"Sur les 7,7 m³ facturés, nous n'avons consommé que 4 m³."

UNE HABITANTE



Samia Ghali (au centre), maire PS du secteur, ainsi que Sylvie Giry (à gauche), du Groupe des eaux de Marseille, ont essayé de trouver une solution au problème des habitants du vallon des Riaux. / PHOTO R.S.

Marseille, ont reçu les habitants afin d'évoquer ces problèmes. Difficile par les temps qui courent de payer une facture d'eau dans laquelle 40 à 50 % de la consommation facturée provient des pertes du réseau. C'est le cas au vallon des Riaux où les habitants voient leurs factures gonfler du fait des fuites.

"Ce trimestre, sur les 7,7 m³ d'eau qui nous ont été facturés, nous en avons consommé seulement 4 m³, témoigne une habitante du vallon. Ça ne peut plus continuer comme cela !" Pour les riverains, la première des actions à effectuer est de repérer

d'où proviennent ces pertes. Car au-delà du problème des mauvaises installations, se pose également celui des fraudeurs. Difficile de s'y retrouver donc pour le syndic bénévole chargé de relever chaque trimestre les compteurs individuels. Le compteur général étant lui situé sur une voie publique. Ainsi plusieurs solutions s'offrent aujourd'hui aux habitants.

Celle proposée par Sylvie Giry serait la plus rapide à mettre en place. Il s'agirait d'installer un compteur d'eau individuel dans chaque habitation. Seule-

ment un problème majeur se pose dans cette hypothèse : les travaux de mises aux normes sont à la charge des copropriétaires, puisque les compétences du Groupe des Eaux se limitent à la voie publique.

L'autre alternative consisterait à effectuer une demande à Lafarge ciment, propriétaire de la voie et dont le siège est situé à Paris, de rétrocéder le vallon des Riaux à la Communauté Urbaine de Marseille. Le réseau serait alors intégré au service public, et donc pris en charge par la Sem. Mais la complexité du dossier pourrait porter le délai

d'aboutissement à près de 5 ou 6 ans. Enfin pour Samia Ghali, il y a peut-être une piste à explorer du côté de Lafarge, qui pourrait prendre en charge le coût des travaux de cette voie qui est également en très mauvais état. Pour l'instant, la priorité est donc d'effectuer un diagnostic exact du coût des aménagements.

Les habitants devront ensuite organiser une assemblée générale afin d'opter pour la solution qui apparaîtra comme la plus arrangeante en terme de délai et surtout de finance.

Rémi SIMONPIETRI

Figure 23 – La difficile réfection des réseaux d'infrastructures souterraines sous les rues privées

Source : Simonpietri 2015

d. Remarques conclusives

En réponse aux difficultés liées au statut des rues (adressage, propreté, maintien des infrastructures), qui marquent le quotidien du quartier, nous avons donc différencié les réponses pratiques, individuelles des habitants ; et les réponses collectives, souvent coordonnées par des structures associatives existantes dans le quartier : ici le CIQ, et l'association Didac'Ressources.

A cet égard, nous voudrions souligner trois points :

Ces structures collectives ne travaillent pas seules. Elles s'appuient sur les habitants, qu'elles mobilisent, coordonnent, et dont elles consolident les liens sociaux en les aidant à s'approprier leur espace et leur quartier – en écho à ce que faisait, d'une manière différente, les structure syndicales et partisans au temps des usines : mais sur le mode de projets, de campagnes, d'actions en réponses aux problèmes urbains locaux du quotidien.

Elles s'appuient aussi sur des réseaux plus larges : mouvements de la société civile d'échelle nationale ou métropolitaine, qui visent à créer des biens communs (comme l'outil Open Street Map et ses

militants, qui en diffusent l'usage ; comme la fédération et la confédération des CIQs, qui permettent aux présidents de CIQ locaux de bénéficier des réseaux et de l'expérience de leurs pairs dans d'autres quartiers). Ces réseaux fournissent souvent des outils d'actions autonomes, qui permettent d'agir même lorsque les pouvoirs publics ne répondent pas. D'autres réseaux sont importants, avec les différentes composantes des « pouvoirs publics » : leur multiplicité rend difficile la coordination et la clarté, mais d'un autre côté, elle permet de multiplier les guichets auxquels s'adresser, et d'empêcher peut-être une personne, un fonctionnaire ou un élu, de faire complètement barrage. On l'a vu à propos de la lutte contre les décharges sauvages : le lien avec la police a permis dans une certaine mesure au CIQ d'agir sur la question, alors que les mairies semblaient dépossédées de toute capacité d'intervention. Toutefois, cette fragmentation a ses limites : si l'auto-organisation et les réseaux de confiance permettent de trouver des solutions pratiques, les travaux plus importants de réfection des routes, des réseaux, des infrastructures urbaines, exigent des interventions de plus grande ampleur. Là, la pression exercée par la société civile reste limitée dans ses effets, du moins à court terme.

Enfin, il faut souligner l'importance, pour ces initiatives de la société civile coordonnées par les associations, des personnalités individuelles qui les portent (ici, respectivement Dominique, Sophie et Françoise). Ce rôle clé du leadership est souvent sous-estimé, effacé derrière la célébration légitime des collectifs qu'ils s'évertuent à mobiliser et faire vivre : mais ces collectifs n'existeraient sans doute pas sans l'implication continue de ces individus (et individualités), sans leur engagement et leur capacité à suivre un projet, chercher des ressources, accumuler de la connaissance et des réseaux permettant l'action.

III- Le quartier des Riaux, entre diversité sociale et actions solidaires.

Jusqu'à présent, nous avons parlé des acteurs de ces routes en évoquant principalement les membres du CIQ. Comme nous l'avons expliqué en introduction, nous souhaitons comprendre également les pratiques et représentations des habitants bordant cette rue, qui ne participent pas au CIQ, ce que le confinement sanitaire a rendu impossible. Nous avons toutefois interrogé les membres du CIQ sur leur perception de la diversité sociale du quartier, pour réfléchir à cette question même indirectement. Cette section du dossier est donc plus inaboutie que les autres, néanmoins nous avons jugé important de la faire figurer dans ce dossier, notamment si d'autres projets de recherche se développent sur ce site autour de ces questions.

a. Les différentes visions du quartier

A l'origine, nous savons que ce quartier est un quartier industriel construit autour des différentes usines et des carrières d'extractions du massif de la Nerthe (Lafarge). La page Wikipédia du quartier nous informe sur les premiers résidents de ce quartier. Elle nous explique qu'à l'origine, la plus grande part des travailleurs étaient Italiens et venus sur la côte Méditerranéenne et à Marseille pour travailler dans les différentes usines : Savonnerie, textile, métallurgie ... M Zussy confirme cela dans notre dernier entretien par mail. À la fin des années 70, les usines du quartier ont été fermées mais les cités et les ouvriers sont restés. Aujourd'hui, ce sont principalement les familles de ces ouvriers qui vivent dans les cités (enfants, frères et sœurs ...). On peut se dire que ce long passé ouvrier aurait pu créer une forme d'identité forte du quartier mais d'après Monsieur Zussy :

« Quand je suis arrivé dans ce quartier, je me suis dit qu'avec le passé, avec l'histoire de ces usines, avec les usines qui ont fermé, il doit y avoir eu un syndicalisme très fort, donc une solidarité énorme entre les habitants, je m'aperçois que ce n'est pas du tout le cas. Ou, ce n'est plus du tout le cas. » D.Zussy

On s'aperçoit que malgré la réputation de « village dans la ville » dont bénéficie l'Estaque, finalement la mentalité villageoise n'est pas très présente aux Riaux. Josette ajoute à son tour que :

« On est rentré dans un cycle un peu comme en centre-ville. C'est chacun pour soi, notre petite vie, nos enfants... c'est un peu dommage, je regrette l'époque où on mettait les tables dehors, on faisait des pizzas pour tout le monde et on mangeait tous ensemble. Maintenant ça, ça n'existe plus » Josette

Et pourtant, toujours d'après elle, s'il y a le moindre souci dans la cité, les voisins sont toujours présents pour prendre soins les uns des autres. Même si d'après ces habitants, il n'existe plus la même identité de quartier qu'au temps des usines, pour autant, les relations entre les habitants semblent toujours assez fortes.

Lors de notre toute première sortie à l'Estaque, avant même le choix définitif de notre sujet, j'ai eu la chance de rencontrer Mme Chamoulaud, présidente du CIQ de l'Estaque. Nous avons fait le tour de plusieurs points remarquables comme les Montées des Usines et le quartier des Riaux mais aussi le Massif de la Nerthe et le collectif de La Déviation.

Au cours de cette sortie, nous nous sommes arrêtés quelques instants à l'entrée de la cité Kuhlmann pour observer le point de vue sur l'Estaque et Marseille. Lors de cet arrêt nous avons croisé un homme qui rentrait chez lui et qui nous a interpellés. Même si nous avons parlé de l'état déplorable des routes et de leur manque d'entretien, les faisant ressembler « au bled » (comme évoqué plus haut), il nous a fortement conseillé de remonter la rue pour aller voir « la plus belle vue de Marseille ». Sa fierté, de nous faire découvrir l'endroit autant que de bénéficier de cette vue de son lieu de résidence, était palpable, alors même qu'il s'était plaint aussi de la dégradation de la rue.

Note de terrain, EB, janvier 2020

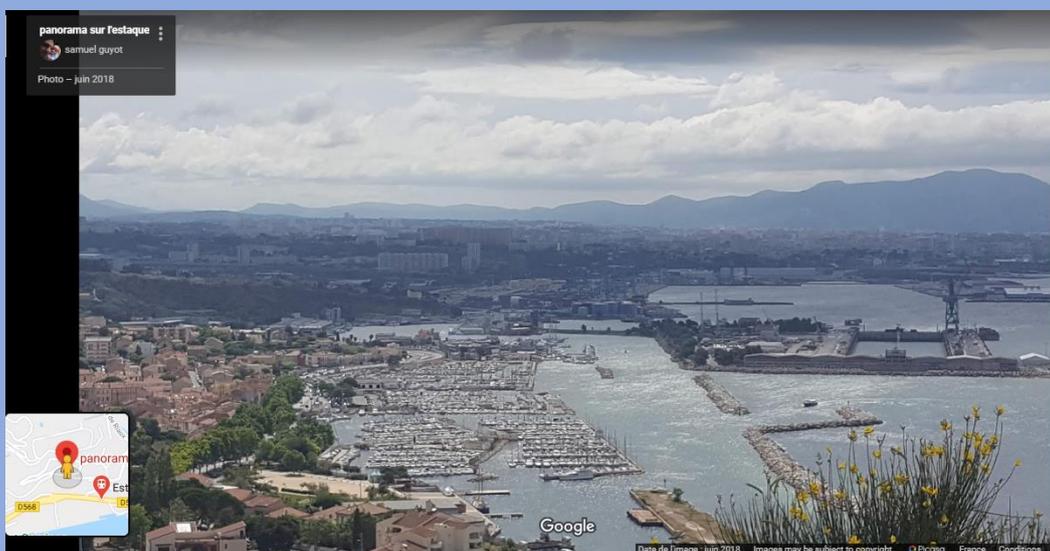


Figure 24: Point de vue sur l'Estaque depuis la cité Kuhlmann

Source : Google Maps, posté par Samuel.G, juin 2018

Au cours de cette même sortie, Mme Chamoulaud a partagé une histoire sur la façon dont les mariages étaient organisés dans le quartier. Elle nous explique qu'ici, comme en Afrique du nord, on fête traditionnellement les mariages avec des tirs à la carabine et que les habitants sont au courant de ces pratiques, et ne s'en inquiètent pas. Elle raconte avec malice que, lorsque Mr Zussy est arrivé pour la première fois dans le quartier et a entendu les coups de feu, il a cru à une fusillade et a voulu appeler la police. C'est alors que Mme Chamoulaud lui a expliqué cette coutume.

Note de terrain, EB, janvier 2020

On comprend que venir dans le quartier implique de s'approprier ses normes et traditions. On comprend aussi qu'il peut y avoir une différence de point de vue en fonction du temps que l'on a passé dans le quartier. À ce sujet on a remarqué que dans beaucoup d'entretiens, les interrogés faisaient une distinction entre anciens habitants et nouveaux habitants. Mais aussi que les anciens habitants sont ceux qui habitent depuis toujours dans le quartier alors que les nouveaux sont ceux qui n'y ont pas grandi et ce, même s'ils sont installés depuis un moment. Ainsi, Claude nous a dit lorsqu'elle s'est présentée, qu'elle ne savait pas tout du quartier car ça ne faisait « que » 20 ans qu'elle y habitait. Nous avons été surprises par cette affirmation car nous trouvions que 20 ans c'était déjà beaucoup !

Ainsi, le quartier semble être perçu de manière différente que l'on soit nouvellement arrivé ou enfant d'ouvrier, mais aussi en fonction de nos coutumes et religions, et de notre classe sociale. Au CIQ, on retrouve une certaine homogénéité dans ses membres. Plutôt des retraités anciennement employés ou de classe dite moyenne et peu de travailleurs pauvres. Pour expliquer ce phénomène Mr Zussy nous dit que :

« Pour ce qui du CIQ, de ses adhérents et surtout de ceux qui y prennent une part active, leur "engagement" est conditionné par le ressenti qu'ils peuvent avoir que celui-ci peut être utile à l'intérêt de chacun et que ce dernier est lié à celui de l'intérêt général. Cela nécessite une vision ouverte sur le monde extérieur et dont malheureusement les travailleurs pauvres ne peuvent se préoccuper tant ils ont à faire à survivre. » D.Zussy, entretien par mail, EB², avril 2020

Le CIQ est bien conscient qu'il n'atteint pas toute les couches de la population malgré une volonté à intégrer le plus de personnes possibles. Ce qui reste tout de même remarquable, c'est que Monsieur Zussy, en qualité de Président du CIQ, semble être très bien intégré et accepté au CIQ dans un premier temps, mais aussi dans le quartier.

« C'est ainsi qu'aux Riaux ayant été historiquement peuplé jusqu'à 98% de gens d'origine italienne, il y a un très fort sentiment d'appartenance à une communauté mais qui n'empêche pas l'ouverture à d'autres individus, ouverture dont je suis la preuve vivante » D.Zussy, entretiens par mail, EB², avril 2020.

b. Des mobilisations qui peinent à inclure la population dans sa diversité, malgré des tentatives

Comme nous l'avons vu précédemment, le quartier des Riaux est un quartier très diversifié, une diversité qui est aux dires mêmes des membres du CIQ, peu reflétée dans les réunions du Comité. C'est pourquoi le CIQ tente d'atteindre le plus de classes sociales possible au sein du territoire, en menant des actions collectives régulières qui favorisent un certain brassage social, mais surtout des actions qui soient dans l'intérêt commun, car là est l'essence même de la fondation du CIQ.

Nous avons cherché à savoir comment la mairie considère et perçoit le CIQ, Dominique Zussy nous parle brièvement de ce sujet :

« Quand on est face à un élu, il voit le nombre d'adhérents, il voit le nombre d'électeurs que vous représentez, ce n'est rien d'autre que ça. Et les électeurs potentiels parce qu'on ne fait pas de politique, c'est interdit d'en faire. C'est de la politique partisane, parce qu'on fait de la politique chaque jour mais la politique électoraliste on n'en fait pas. On fait de la vraie politique nous » D.Z

Entretien avec D. Zussy et Josette, Mars 2020

On comprend dans ce récit que le poids d'un CIQ réside dans le nombre d'adhésion annuelle qu'il perçoit. C'est ce qui crédibilise cette instance, et qui lui donne de l'importance face à d'autres acteurs plus importants. La mairie considère le CIQ d'autant plus légitime lorsque le nombre de membre est élevé. Le maximum d'adhérents qu'à perçu ce CIQ était de 45 inscrits (durant la période où Dominique Zussy était le président). Cette année 2020, il y a pour l'instant 28 membres inscrits au CIQ.

Afin d'augmenter le poids de leurs actions, et d'attirer le plus d'adhérents possible, le CIQ communique les informations par différents moyens.

« Nous tentons de communiquer en ciblant un problème par voie de tracts (flyers pour faire D'jeuns). Mais les résultats sont peu satisfaisants.

Pour l'essentiel nous communiquons par courriels avec nos adhérents et nous doublons l'information en nous servant du compte Facebook « Tu es de l'Estaque si » qui avait été mis en place avant le réveil du CIQ par des habitants du quartier. Le CIQ a son propre groupe Facebook mais il est peu suivi »

D.Zussy, entretien par mail, EB², avril 2020

Le groupe Facebook « Tu es de l'Estaque si... » regroupe 4 600 membres avec environ 370 publications par jour (d'après les statistiques Facebook), il est donc plus visité et permet d'avantage d'étendre l'information que le groupe « CIQ de l'Estaque-Riaux » qui compte 116 membres et environ 7 publications par semaine.

Le président diffuse également les informations et notamment les réunions mensuelles par biais de tracts comme il le souligne dans son récit. Mais, là aussi, il y a des limites dans la capacité du CIQ à attirer les populations les plus défavorisées.

Lors de notre balade commentée le long de la Route des Usines, lorsque nous sommes arrivés tout en haut, près du ravin, où se trouve une cité de travailleurs généralement précaires, Dominique Zussy nous a raconté qu'il était un jour venu distribuer des tracts près de ces logements pour inviter les habitants à la prochaine réunion. Un habitant lui avait dit qu'il n'avait rien à faire là car il s'agissait d'un espace privé.

Note de terrain, EB, février 2020

Cette histoire révèle pour nous plusieurs choses. D'une part, cet habitant a vécu la tentative d'approche de Dominique Zussy comme une réelle intrusion dans son « espace privé ». Ici le statut « privé » de la rue semble approprié et utilisé par l'habitant de la cité, pour restreindre l'accès de cet espace aux « étrangers » à la cité. L'étroitesse de la rue, son délabrement qui le font ressembler à un chemin, le fait qu'il se termine en cul-de-sac sur un ravin, contribuent à lui conférer l'image d'une voie d'accès privée, ou du moins collective, à la cité plutôt que celle d'un espace public où le promeneur peut accéder.

Cette montre également les divisions sociales au sein du quartier, et potentiellement les limites dans les actions du CIQ. Malgré le fait qu'il tente d'atteindre la population dans son ensemble, ceux-ci ne souhaitent pas prendre part à ce comité et s'investir dans ce groupe.

Le CIQ organise des réunions régulières, ouvertes aux habitants, qu'ils soient adhérents au CIQ ou non. Le président y aborde les sujets qui affectent les membres du comité : des déjections canines à la question des nuisances sonores aériennes, des conflits de voisinage au réaménagement nécessaire du Quai de la Lave.

Voici un exemple de tract relayé sur le groupe Facebook du CIQ de l'Estaque-Riaux. Les réunions démarrent avec les membres du conseil d'administration à 17h30 puis s'enchaînent avec les membres du CIQ à 18h. Dans ces tracts, le Président précise l'objet de la réunion, les sujets qui y seront abordés, mais aussi des problèmes très précis comme « Déjections canine devant l'école maternelle et dans le jardin de la Falaise ».

Figure 25: Tract d'une réunion de CIQ



Le problème des déjections canines comme point essentiel à aborder lors de la réunion nous semble de premier abord, à nous qui venons de l'extérieur, assez en décalage par rapport aux priorités du lieu. On critique souvent les CIQ pour ne s'occuper que des questions de trous dans la chaussée et de crottes de chien – en ironisant sur le fait qu'il s'agit des préoccupations micro-locales d'une population plutôt âgée et de classes moyennes.

Sur ce point, nos réflexions et nos discussions nous ont fait comprendre deux choses toutefois. La première, c'est que les questions de propreté sont primordiales car elles signalent le contrôle et le respect de l'environnement urbain par les populations et les pouvoirs publics. L'on s'est souvenu de la lutte de Dominique et du CIQ contre le dépôt d'ordures à côté du terrain de foot, et à quel point elle semblait essentielle pour marquer le respect à ses usagers, principalement issus des classes populaires.

Le second point, c'est la difficulté à mobiliser sur les grandes questions – peut être liée à un sentiment d'impuissance, à la durée longue des mobilisations sans qu'elles aboutissent à des changements visibles. C'est par exemple le cas sur les nuisances sonores liées au trafic aérien, pour lesquelles un certain nombre d'associations (et notamment l'Association Environnement Estaque, mais aussi le CIQ) se sont mobilisées en tentant de faire modifier les trajectoires de vols des avions à l'atterrissage. Ce problème semble beaucoup affecter Claude qui nous en a parlé spontanément lors que notre entretien :

« Ah, cela me gêne beaucoup ! Là vous venez à l'heure creuse. Mais vous venez le dimanche soir, les weekends, les vacances... Et encore là, à cause du virus je pense que les vols sont arrêtés, donc il y a beaucoup moins d'avion »

Entretien avec Claude, EB², Mars 2020

Mais paradoxalement, ce problème qui touche directement à la qualité de vie des habitants, ne les intéresse pas tous, aux dires des membres du CIQ. Selon eux, un habitant aurait dit au Président : « Tu

nous emmerde avec tes avions » alors que celui-ci venait l'informer que cette question était à l'ordre du jour de la réunion.

Pourtant, d'autres sujets plus vastes, comme le réaménagement du quai de la Lave, semblent plus mobilisateurs : peut être du fait de leur nouveauté (un appel à projet de la part du GPMM pour réaménager les friches en contrebas du quartier), du fait de l'énergie déployée par l'ensemble des associations de l'Estaque pour déposer un projet, du fait de l'aura médiatique et politique qui fait penser qu'on pourrait peut-être faire bouger les choses :

« Ce qui est assez paradoxal, c'est que lorsqu'on organise des manifestations sur un point très particulier, bien spécifique, le dernier qu'on est fait c'est « rendez-nous notre bord de mer », on a eu une mobilisation importante de la population. Il faut les travailler au corps, il faut distribuer des tracts... Mais quand même on était nombreux, et puis ça a quand même déplacé tous les politiques du coin. On arrive sur des problèmes très spécifiques et avec une revendication forte, à mobiliser mais on n'arrive pas à mobiliser toute l'année »

Entretien avec D. Zussy, EB², mars 2020

Reste la question toutefois, de la capacité à mobiliser les résidents les plus pauvres, au sein de ces actions – il ne nous a pas été possible de creuser la question, bien que ces résidents soient ceux qui utilisent de fait, les espaces en friche et les parkings vides qui bordent le quartier le long de la mer.

Une autre initiative pour susciter une dynamique de quartier nous a été présentée par Sophie Etienne. Constatant la difficulté à « faire quartier », elle a organisé des actions participatives, dans le cadre de son association *Didac Ressources* :

« En fait, en allant au CIQ, je me suis rendu compte qu'en allant d'un micro-quartier à l'autre, les gens ne se parlaient pas toujours. Par exemple moi, le Vallon des Riaux, la carrière ça a été pendant longtemps un lieu considéré comme étant mal famé. Les gens qui habitent à la place du centre ne viennent pas dans le Vallon de Riaux, aussi parce que c'est un cul de sac »

Entretien téléphonique avec Sophie Etienne, EB², mars 2020

Pour valoriser le quartier des Riaux, Sophie Etienne a mis en place et dirigé des ateliers dans l'objectif de faire se rencontrer les habitants de cités différentes, le regrouper les histoires, les témoignages de tous pour en faire une force dans le quartier et renforcer les liens entre chacun d'eux. L'idée de Sophie Etienne à travers ces ateliers, était de faire une initiation à l'utilisation d'outils informatiques, afin de créer et améliorer, avec les habitants motivés, la page Wikipédia du quartier des Riaux, dans un projet plus large de valorisation des quartiers populaires par les habitants eux-mêmes à travers l'écriture de la page Wikipédia, avec l'apport des connaissances, des témoignages, des documents de chacun d'eux, qui mis bout à bout, contribueraient à réaliser un document participatif ouvert aux témoignages, aux voix et aux expériences de chacun :

« J'ai proposé en disant 'Tiens, si on faisait la page Wikipédia des Riaux ?' L'idée c'était de valoriser les connaissances des personnes, de faire en sorte qu'ils se parlent et faire évoluer la page. À l'époque, il n'y avait que quelques lignes. Et donc on a proposé de faire un 'Wikitake', c'est-à-dire un jour une permanence à la MMA [Maison Municipale des Associations] en disant chacun apporte ce qu'il veut, des vieilles photos, des objets, des choses de la mémoire du quartier, des choses qu'il a envie d'apporter sur le quartier »

Entretien téléphonique avec Sophie Etienne, EB², mars 2020

Figure 26: Sommaire de page wikipedia des Riaux, après l'intervention

Sommaire [masquer]	
1	Étymologie
2	Géographie
3	Préhistoire, des grottes préhistoriques
3.1	Les grottes des Riaux
3.1.1	Grottes Riaux 1 et Riaux 2
3.1.1.1	Grotte Riaux 1
3.1.1.2	Grotte Riaux 2
3.1.2	La grotte Crispine
4	Histoire
4.1	Premiers habitats construits et famille Puget
5	Patrimoine industriel des Riaux
5.1	Dépollution et décontamination
6	Sociologie
7	Culture
7.1	Peinture (1845-1914)
7.1.1	Paul Cézanne
7.1.2	Georges Braque
7.1.3	Auguste Renoir
7.1.4	Claude Monet
7.1.5	André Derain
7.1.6	Albert Marquet
7.1.7	Des cartes postales
7.2	Musique
7.3	Cinéma
7.4	Site religieux
7.4.1	Chapelle Notre-Dame de la Galline
7.4.1.1	Visiter la chapelle
7.5	Dans l'eau
8	Services et équipements
9	Monuments remarquables aux Riaux
10	Économie
10.1	Revenu fiscal
10.2	Population active
10.3	Entreprises et commerces
11	Pour approfondir
11.1	Bibliographie
11.2	Liens externes
12	Notes et Références
12.1	Voir en ligne les œuvres picturales citées
12.2	Références

L'objectif de ces ateliers étant de valoriser la diversité des connaissances que chaque habitant avait à apporter sur le quartier. Sophie Etienne met l'accent sur l'importance de la diversité sociale et ethnique des personnes qui se rendent aux ateliers. Le deuxième objectif était de faire se rencontrer les gens entre eux, c'est pour cela que Sophie Etienne a insisté sur le fait que les ateliers étaient ouverts à tous.

« L'idée, comme tout ce que je fais dans le cadre de l'association, c'est de faire en sorte que les gens se rencontrent. Plus ils sont différents et plus c'est intéressant ! Donc c'est toujours ouvert à tout le monde, des jeunes, des vieux, des classes sociales aisées, des classes pas aisées du tout, des personnes en situation de handicap ou pas » Sophie Etienne

Après avoir organisé une journée collective (*Wikitage*) dans le but de recueillir les souvenirs que possèdent les habitants du quartier, Didac'Ressources a organisé une demi-journée de travail, en groupe dans le centre de documentation du Musée de l'histoire de Marseille. Enfin, un comité de rédaction a été mis en place avant la journée de à la formation sur l'usage de Wikipédia.

Par la suite, plusieurs journées contributives à l'encyclopédie Wikipédia sur les Riaux ont été organisées à la MMA. Sophie a ainsi apprécié l'apparition de nouveaux liens qui se tissent entre des habitants qui se reconnaissent par exemple sûr d'anciennes photos :

« Mais en tout cas, ce qui était intéressant, c'était que les gens, en échangeant autour des photos s'étaient rendus compte qu'ils se connaissaient, par exemple sur une photo de classe... Donc ça leur donné vachement envie de discuter. C'était vraiment un moment sympa »
Entretien téléphonique avec Sophie Etienne, Mars 2020

On constate qu'à l'heure d'aujourd'hui la page Wikipédia « Les Riaux » est très riche de contenu. On y retrouve, comme on peut le voir dans ce sommaire, l'histoire du quartier, notamment au temps des usines, des informations concernant la dépollution, une partie culturelle avec les peintures célèbres de l'Estaque, mais aussi des films, de Robert Guédiguian notamment. Mais cette page riche paraît aussi inégale de contenu : on retrouve des passions individuelles spécifiques très détaillées comme par exemple les grottes ou la peinture. On aperçoit à travers la rédaction de cette page que les individus qui l'ont constituée possèdent un capital culturel assez élevé, et sont sans doute des militants comme on peut le voir à travers l'objet de la dépollution. Aujourd'hui, c'est principalement Sophie Etienne qui complète cette page en discutant avec différents acteurs, comme récemment pour compléter la partie sur les grottes préhistoriques.

L'analyse, les débats et les discussions autour de cette page Wikipédia sont également très riches et intéressants, et rendent peut-être davantage justice que le contenu final de la page Wikipedia, à la diversité des contributions qui l'ont constituée : car ces contributions (photos, histoires, témoignages, échanges) ne semblent pas directement ou facilement accessibles, malheureusement. Par manque de temps, nous ne pourrions pas analyser l'intégralité de cette page et de sa construction, ni partir à la recherche de cette archive vivante : celle-ci pourrait faire l'objet d'une étude à part entière, nous espérons que les promotions futures d'étudiants en géographie pourraient entreprendre.

Conclusion

Le quartier des Riaux est un espace aux enjeux multiples : marqué par une diversité sociale et un certain dynamisme associatif, il concentre aussi de grandes précarités économiques, et souffre de la rareté de ses espaces et équipements publics – réduits à l'espace de la rue, quelques places désertées par les commerces, et un bord de mer façonné par les friches et les parkings plutôt que des aménités littorales pour les habitants du quartier et de la ville.

La « Montée des Usines » est représentative des difficultés à construire l'espace public, étant le nom de deux rues distinctes, dont l'une est publique et l'autre privée. Cette confusion, et la diversité des statuts de la « rue », pose des difficultés aux habitants : confusion d'adresse, difficulté à identifier les acteurs responsables pour la gestion normale des rues : entretien, ramassage des ordures, contrôle social.

Dans cette étude, nous cherchions à savoir quelles sont les difficultés créées par le statut des routes des Montées des Usines pour le quartier, et comment le CIQ des Riaux répond à ces difficultés. Le CIQ mène nombre d'actions pour pallier aux difficultés de cet espace. Son travail est reconnu et ses membres y sont engagés. Certaines victoires ont été remportées par cette institution, même si de nombreux combats sont toujours en cours.

Cette conclusion cherche à extraire du rapport les éléments de réponse aux questions que nous nous posions initialement :

- **Comment se partagent les routes entre les différents acteurs ?**

Grâce aux entretiens avec les habitants et le CIQ, nous avons pu réaliser une cartographie autour du partage de ces routes. Nous avons notamment repéré les limites des parcelles appartenant à Retia, et à Recylex – ce qui nous était invisible de prime abord (et que nous n'avions trouvé sur aucune carte si ce n'est un schéma rapide publié dans un journal local). Nous avons mesuré aussi le chemin qu'il nous restait à parcourir, en ne parvenant pas, dans le temps de notre enquête et dans le contexte de la crise sanitaire, à identifier les propriétaires des parcelles anciennement industrielles du nord de notre terrain d'étude. Nous n'avons aussi fait qu'effleurer d'autres empiètements de parcelles privées sur l'espace de la rue, que ce soit celle de Lafarge Ciment (pour le Vallon des Riaux) ou celle d'un propriétaire particulier (Montée Castejon).

Nous avons par cet exercice toutefois compris l'enjeu que représentait la carte, dans les luttes du CIQ pour l'entretien, le nettoyage, la réfection des routes et des services urbains. Nous avons aussi rencontré l'initiative de Sophie Etienne et son association Didac' Ressources sur Open Street Map, où la carte, partant d'un souhait de favoriser l'appropriation du quartier par les habitants, est devenue potentiellement un instrument de discussion avec les facteurs pour répondre aux difficultés d'adressage.

- **Quels problèmes pose la fragmentation foncière de la rue, au CIQ ? Quelles sont les actions menées par le CIQ en réponse à ces problèmes ? Quelles sont les limites de ces actions ?**

La fragmentation foncière de ces rues pose de multiples problèmes. D'une part, l'entretien de ces rues qui dépendent parfois d'acteurs privés. Mais aussi l'adressage et la viabilisation. Pour remédier à ces difficultés, nous avons distingué trois types de réponses.

Des réponses individuelles, où les résidents s'adaptent aux difficultés d'adressage, en développant les moyens de guider les visiteurs, en s'appuyant sur l'interconnaissance avec le facteur, ou les autres employés municipaux. D'autres réponses passent par l'appropriation, voire une certaine forme de privatisation, de l'espace de la rue, où seuls les résidents disent avoir droit de cité. Ces réponses

individuelles ou en petits collectifs (familles, cités), nous n'avons pu que les effleurer du fait des contraintes marquant la réalisation de notre travail : il est fort à parier qu'existent et se développent de multiples réponses à ces difficultés, de multiples pratiques de la rue comme espace public, espace collectif ou espace privé. C'est notre plus grande frustration de n'être pas allées plus avant dans la compréhension plus fine des différents groupes et différents espaces du quartier, pour saisir la diversité des pratiques et des représentations de la rue.

Ce que nous avons gagné à notre changement de sujet, c'est une appréhension de certaines réponses collectives aux défis de l'espace public, menées par le CIQ grâce à une veille constante, au développement d'un réseau d'acteurs notamment au sein des institutions publiques, qui permet parfois de faire avancer certains dossiers (comme pour l'enlèvement des carcasses de voiture et dépôts d'ordures grâce à une bonne relation avec le commissariat local, à l'usage innovant des caméras de vidéo surveillance). Sur d'autres dossiers toutefois, l'action collective s'essouffle parfois, car le partenariat avec les autorités publiques ne suit pas. Mais, cette recherche nous a fait comprendre que l'action sur la propreté du quartier, souvent décriée comme « micro-locale » et de courte vue, est un enjeu collectif et social loin d'être réservé aux couches moyennes de la population.

Enfin, d'autres types de réponses collectives reposant sur l'auto-organisation des habitants – interventions plus ponctuelles, plus festive, alternatives : comme le baptême auto-proclamé de la « Route des Usines » par le CIQ faute de changement de nom officiel, la page Wikipedia collaborative pour construire un récit collectif sur le quartier, ou la carte Open Street Map pour aider les habitants à s'approprier leurs rues et leur environnement. Ces actions plus ponctuelles, sous forme d'« interventions », d'événements, d'installations artistiques, semblent se développer dans le quartier, avec l'installation récente de plusieurs pôles artistiques et culturels alternatifs – que ce soit Thalassanté sur le quai de la Lave, ou la Déviation dans d'anciens ateliers sur le massif de la Nerthe.

Table des illustrations

Figure 1: Cité Kuhlmann, Les Riaux.	1
Figure 2 – Localisation du quartier des Riaux à Marseille	5
Figure 3: Chronologie du passé industriel des Riaux	6
Figure 4: Cité Kuhlmann, Les Riaux.	8
Figure 5: localisation des Montées des Usines.	9
Figure 6: EB ² 04/2020, Schéma d'acteurs	17
Figure 7: Carto-photographie de la Montée des Usines, Les Riaux, Marseille Auteurs : EB ² , 2020	20
Figure 8: Point de vue sur les anciennes usines.	21
Figure 9: Quartier des Riaux, extrait cadastral	22
Figure 10: Montée des Usines, extrait cadastral	23
Figure 11: Point de vue de la Montée des Usines privé, à gauche Retia et droite Recylex.	23
Figure 12: Extrait de cadastre à la Montée des Usines privées.	25
Figure 13 – Extrait de texte de loi gouvernant l'accès du public à l'information cadastrale	25
Figure 14 : Le quartier des Riaux, typologie du statut foncier	27
Figure 15 – Les deux « 30 Montée des Usines »	29
Figure 16 – Confusion des adresses chez les agents immobiliers – la parcelle Cité Penarroya.	30
Figure 17 – Cartographie de la Cité Penarroya par le CIQ et les habitants	31
Figure 18: Extrait de carte OSM, 04/2020	32
Figure 19: Publications de carcasses de voiture issues de Facebook	40
Figure 20– Dépôt sauvage sur la Montée des Usines (Ouest)	41
Figure 21 – Dépôts sauvages près du terrain de foot des Riaux	42
Figure 22 – Eboulement à la montée Castejon	46
Figure 23 – La difficile réfection des réseaux d'infrastructures souterraines sous les rues privées	47
Figure 24: Point de vue sur l'Estaque depuis la cité Kuhlmann	50
Figure 25: Tract d'une réunion de CIQ	53
Figure 26: Sommaire de page wikipedia des Riaux, après l'intervention	55

Bibliographie

Références

- Arrighi JJ, Domens J, Joseph C, Rivière S, 2019. À Marseille, le regain démographique modifie peu les disparités spatiales. Note INSEE Analyse PACA. URL : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4211491>
- Association Environnement Estaque (AEE), 2014, Aidons le massif de la Nerthe à survivre. Consulté le 29 janvier 2020, à l'adresse <http://aeeestaque.canalblog.com/archives/2014/03/23/29501423.html>
- Cara G, Clément L, Decoopman C, Dussap M, Escot A, 2019. *Ouverture du littoral estaqueen au public : le point de vue des acteurs privés*. Rapport de 3^{ème} année de Géographie Aménagement, Module « Atelier de géographie et de cartographie », Aix Marseille Université.
- Coquille D, 2017, Vers une relance du chantier de dépollution de l'Estaque. La Marseillaise, 9 mai. URL (consulté le 11 mai 2020) <http://m.lamarseillaise.fr/marseille/developpement-durable/60182-vers-une-relance-du-chantier-de-depollution-de-l-estaque>
- Didac-Ressources, P. P. (2017, mars 9). Les Riaux valorisation de leur quartier par les habitants | DIDAC RESSOURCES. Consulté le 17 avril 2020, à l'adresse <http://didac-ressources.eu/2017/03/09/les-riaux/>
- Dorier E, Dario J, 2018, Les espaces résidentiels fermés à Marseille, la fragmentation urbaine devient-elle une norme ? *L'Espace Géographique*, 4(47), pp 323-345.
- Gastaut S, Andriamanantsoa T, Sylla M, 2020. *Les enjeux du réaménagement du parc des Corbières, à Marseille*. Rapport de 3^{ème} année de Géographie Aménagement, Module « Atelier de géographie et de cartographie », Aix Marseille Université.
- *Grain de sable*, 2009, Journal de l'association Action Environnement Estaque. Numéro 20. Consulté à l'adresse <https://slideplayer.fr/slide/446488/>
- Guillaume M, 2016, #Marseille : huit ans après, la montée Castejon respire... huit ans pour dégager la montée Castejon. *La Marseillaise*, 6 avril. Consulté à l'adresse <http://www.lamarseillaise.fr/marseille/societe/47629-huit-ans-pour-degager-la-montee-castejon>
- Mucchielli L, 2018, *Vous êtes filmés ! Enquête sur le bluff de la vidéosurveillance*. Paris, Armand Colin.
- Provence Alpes Côte d'Azur, 2000, Inventaire Général du Patrimoine Culturel Régional : Compagnie minière de Rio Tinto. <https://dossiersinventaire.maregionsud.fr/gertrude-diffusion/dossier/ensemble-de-fabrication-des-metaux-et-ensemble-d-industrie-chimique-compagnie-des-minerais-de-rio-tinto-societe-des-produits-chimiques-de-marseille-l-estaque-osseine-paul-brunon-mital-cambon-et-compagnie-societe-miniere-et-metallurgique-penarroya-societe-kuhlmann/7bb16542-d0a6-42f0-a644-0cc9e3bc45a3>
- Recylex, Chantier de réhabilitation du site de L'Estaque en 2018. (2019, mars 21). Consulté le 5 février 2020, à l'adresse <https://recylex.eu/fr/chantier-de-rehabilitation-du-site-de-lestaque-en-2018/>
- RioTinto. (s. d.). Consulté le 29 janvier 2020, à l'adresse <https://www.riotinto.com>
- Savournin, A. (2017). Marseille : encore trop d'avions au-dessus de l'Estaque. *La Provence*. Consulté à l'adresse <https://www.laprovence.com/article/edition-marseille/4281215/encore-trop-davions-au-dessus-de-lestaque.html>
- Simonpietri R (2013), Des compteurs d'eau qui ne tournent pas rond. *La Provence*, 25.02.2013. Consulté à l'adresse <http://www.lepetitestaqueen.com/vallon-des-riaux-des-compteurs-d-eau-qui-ne-tournent-pas-rond>

- Stromboni, M. (2017). Marseille : riverains contre Lafarge, à l'Estaque le combat continue. *La Provence*. Consulté à l'adresse <https://www.laprovence.com/article/edition-marseille/4757527/riverains-contre-lafarge-le-combat-continue.html>
- Tighidet N, 2018, Marseille - Décharge sauvage : identifiés sur une vidéo, ils sont sommés de nettoyer les lieux. *La Provence*, 29 mars. Consulté à l'adresse <https://www.laprovence.com/article/edition-marseille/4901571/decharge-sauvage-identifies-sur-une-vidéo-ils-sont-sommes-de-nettoyer-les-lieux.html>
- Vaysse, C. (2013). Le massif de la Nerthe classé, les containers menacent toujours. *Marsactu*. Consulté à l'adresse <https://marsactu.fr/le-massif-de-la-nerthe-classe-les-containers-menacent-toujours/>

Sources et ressources

- Cadastre, <https://www.cadastre.gouv.fr/scpc/accueil.do>
- Géoportail : <https://www.geoportail.gouv.fr/carte>
- Page Open Street Map, <https://www.openstreetmap.fr>
- Page Facebook « CIQ les Riaux », <https://www.facebook.com/groups/1134154276668686/>
- Page Wikipedia, https://fr.wikipedia.org/wiki/Les_Riauxet
<https://fr.wikipedia.org/wiki/L%27Estaque>